

KARANG

Trimestriel

Organe d'information du Cercle de Réflexion sur la Culture Tpuri (CRCT)

N° 016 **ISSN 1431 - 5823** **Juillet 1997**

UNE DISPARITION ANNONCÉE: LE MOOBE **page 4**

DU FRANC DES COLONIES FRANÇAISES D'AFRIQUE (FRANC CFA) À LA DÉCOLONISATION L'EURO! **page 9**

DE L'ÉCOLE BUISSONNIÈRE À L'ÉCOLE FANTÔME **page 24**

JE NE SUIS PAS TPURI! **page 25**

LE MUR DE BERLIN M'A RENDU POLYGAME **Page 27**

Nous sur nous mêmes: Cercle de Réflexion sur la Culture Tpuri (CRCT)

Nous sommes un groupe de Tpuri et de personnes intéressées par la culture Tpuri. Nous avons tous des orientations professionnelles et des intérêts personnels différents. Nous œuvrons cependant tous dans le domaine d'une identité culturelle bien comprise et exprimée. Plutôt donc que de se limiter, il nous a semblé plus profitable pour tous de laisser la liberté à chacun de réfléchir sur le thème qu'il trouve principal dans le milieu Tpuri. Mais, ici encore, une souplesse s'impose. En effet, peut-être que deux ou trois personnes souhaitent réfléchir sur un même thème. Le groupe est ouvert à de telles initiatives. Un travail collectif est toujours plus riche.
Quelle forme a le Cercle de Réflexion? Ce groupe n'est pas une réunion de super-savants. Les articles peuvent être très longs, fouillés, truffés de détails, si l'auteur s'est investi longuement dans sa recherche, ou brefs s'il s'agit de rendre compte d'une expérience personnelle vécue mais significative au sein de la culture Tpuri. Le groupe est une Communauté, sans hiérarchie, et surtout sans compétition. Son but est de Témoigner afin que la culture Tpuri ne soit pas à jamais perdue.

Ka'arang

Ka'arang est un trimestriel.
Il est l'organe d'information et de liaison du cercle de Réflexion sur la Culture Tpuri. Il contient des récits, des interviews, des poèmes, des biographies, des nouvelles, des commentaires, des informations se rapportant à la culture Tpuri.
Ka'arang vit principalement des recherches, de la fantaisie, de la créativité et de l'engagement de ses lecteurs et des membres du Cercle.
Ce périodique est le produit de la coopération de plusieurs personnes.
Ainsi *Ka'arang* sert de porte-parole
Les contributions sont une documentation de notre travail. Elles créent une base de discussion. Elles revalorisent ainsi notre culture et sert de planche d'appui pour que nous ne soyions pas des naufragés de la culture, de notre propre identité.
Dans ce sens nous soutenons l'échange et la communication entre nous et contribuons ainsi au réveil de la conscience pour notre culture et participons à sa survie.

Impressum
Ka'arang, ISSN 1431 - 5823
paraît régulièrement à Bremen. Les articles nommément désignés ne rendent pas automatiquement l'opinion de la rédaction. Nous ne sommes pas responsables des manuscrits non requis. Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus. Untertützt von AISA der Uni Bremen

Responsable de la rédaction
Kolyang, Käthe-Popall str. 4, 28201 Bremen, Allemagne
Tel.: +49 421 55 77 44 5

Promotion et abonnements
Kolyang, Danwa, Dadaï

Ont collaboré à ce numéro
Kolyang, Chicgoua Noubactep, Jeanne Tietcheu
Abdou Irema, Wayang Isidore

KA'ARANG Trimestriel

Organe d'information du Cercle de Réflexion sur la Culture Tpuri (CRCT)

N° 016 ISSN 1431 - 5823 Juillet 1997

Editorial: De l'impuissance comme mode de vie

L'Afrique paysanne est aujourd'hui un vaste cimetière. Le pays Tpuri est un profond tombeau. Sécheresse récurrente, famine sempiternelle, fuite des fonctionnaires, quelques maigres maisons des retraités ... La paysannerie s'appauvrit de plus en plus. La jeunesse désoeuvrée ne fréquente plus. L'école est devenue un calvaire sans issue. Mais aussi l'exemple que nous, les aînés, donnons n'est pas encourageant. Les mères sont impuissantes devant les difficultés qui accompagnent leur vie quotidienne. Les pères sont impuissants devant les exigences des impôts de l'État et l'ingratitude de leurs enfants.

Les entrepreneurs "futuristes" n'existent pas en pays Tpuri. Malheureusement. Ici nous vivons une totale impuissance devant l'avenir, le futur de nos âmes. Les étudiants dispersés dans les universités créées en toute hâte ne savent jamais où s'en tenir, car manquant de guide et d'opportunités.

Les Tpuri des villes, s'ils ne sont pas la fleur au bout du canon, sont au moins les peupleurs des slums et les naufragés de leur propre culture. Prenez la proportion d'enfants qui ne savent pas parler Tpuri et se renient toute une identité et tout un patrimoine culturel!

Les hommes politiques, devant une kirditude éhontée qui rappelle la houtoutude et la toutse la région des Grands Lacs sont impuissants devant le jeu chat-chien que l'on fait d'eux et qu'ils se font eux-mêmes. Ils sont impuissants à lancer une coalition régionale pour une économie réelle qui sortirait le pays Tpuri de la léthargie.

Il y a beaucoup de solutions, clameront les optimistes. En fait, après les Bamilikés, les Tpuri sont les plus dynamiques. Ce qui est vrai, si on entend par dynamisme le déplacement par l'impuissance devant les aléas climatiques pour occuper des régions sous-peuplées comme Toubouro, Bibémi, Tcholliré afin de se livrer à la culture de coton pour nourrir des usines qui ne profitent pas au planteur.

L'impuissance, en Afrique, s'est érigée en philosophie. A la vie des paysans, l'observateur attentif peut lire le message: "Exploitez-nous, mais laissez nous en paix!"

Combien de temps dureront encore cette impuissance, cette misère, cette dépendance, cette fatalité? Au plus tard quand les paysans n'auront plus rien à perdre, ils se révolteront. Car entre mourir tout de suite et mourir à petit feu, ils choisiront de mourir dignement. Des exemples nous préviennent: La révolte des pygmées dans la forêt quand leur patrimoine et leur biosphère de vie furent menacés. Ou celle des villageois au Niger quand ceux-ci remarquaient que l'or de leurs villages, exploité par des étrangers, ne leur rapportait que la pollution aurifère.

Où seront-nous, leurs filles et leurs fils? Par leur courage, n montreront l'exemple. A nous de cacher notre face de honte ----- e

Essence de la culture Tpuri

Une disparition annoncée: le moobe 4

Des chapelets de sang 6

Pour que vive Ka'arang 7

Au Coeur du débat

La disparition prochaine du Franc CFA. 9

Techniques et Technologies

SOS, la reconstruction de nos Le mur de Berlin m'a rendu polygame **27**

Discutons de nos problèmes et de l'avenir de nos villages!
Ka'arang!

Essence de la culture Tpuri

Une disparition annoncée: *Le moobe chez les Tpuri*

Wayang Isidore

J'ai peur d'une chose, *notre culture* est en perte de vitesse. Tout n'y est-il que vanité comme le prétendent certains? Je crois que non. La société Tpuri a un système de chronologie irremplaçable, une croyance non magique, car ne prônant ni la terre promise sans effort, ni l'engouement à la passivité.
Toutefois beaucoup de réalités culturelles disparaîtront, tout comme les adeptes du Christianisme se partagent aujourd'hui entre les sectes dont l'origine mérite quelques interrogations. Que n'a-t-on pas déjà entendu? "*J'ai honte de parler mon patois. Moi, je ne comprends pas vos choses-là*". Ces paroles des enfants de la ville attestent que ceux-ci ignorent un fait très important: ils ne savent pas que la maîtrise de leurs valeurs culturelles (leur langue maternelle, langue nationale autre que celles occidentales, officielles et importées) leur permet d'affirmer leur identité, d'élaborer leur dignité afin de parfaire leur personnalité au sein d'un groupe hétérogène. Plus grave encore, dans leur parler quotidien, le degré de maîtrise de ce qu'ils appellent "leur langue" reste approximatif. Pour ces enfants, la tradition n'est qu'un pis-aller. Cette manière de voir est l'oeuvre de leur ignorance et de leur manque de clairvoyance réel.

Pour éviter toute dérive culturelle chez ces jeunes, montrons-leur un aspect de notre société: Le ***moobe***, son impact sur la vie de l'homme dans sa société.
Dans la société Tpuri, le terme ***moobe*** veut dire "grand-père". Mais il ne renvoie ici ni au grand-père paternel, ni au grand-père maternel, encore moins à un vieillard quelconque. Il renvoie plutôt à l'aîné d'un lignage précis. C'est dire qu'à l'intérieur d'un clan donné, il y a la génération des grands-parents, celle des pères et celle des fils. Ainsi, tant qu'un garçon de la génération des grands-pères est encore en vie (même s'il n'a que dix ans d'âge, et qu'il a par ailleurs des neveux, 'les fils de ses frères et demi-frères aînés' plus âgés que lui), c'est lui qui hérite du ***moobe.*** C'est un titre-pouvoir qui est inaliénable. Il s'agit donc d'un "grand-père" particulier, il est inamovible.
Mais comment en est-on arrivé à considérer le ***moobe***? Son fondement est simple. A l'origine, un homme vivait avec son petit-fils. Ce dernier tomba malade et en vint à mourir. Bouleversé par un tel événement (car il était inconcevable parce qu'invraisemblable de voir un jeune enfant mourir avant son père, encore moins avant son grand-père; ceux-ci étaient supposés le devancer pour préparer la terre d'accueil), le grand-père fit donc un sacrifice en mémoire du disparu. Et comme les sacrifices sont étroitement liés au système de croyance, chaque année, à la période du décès de l'enfant, quand le grand-père ne se manifestait pas, il connaissait des tourments au sein de sa famille: cauchemars, maladies, etc…

Ceci signifie que le premier sacrifice s'est retourné contre lui. Il devrait donc s'en accoutumer. Quand le grand-père est mort, un de ses frères, celui qui le suivait, lui a succédé. Le ***moobe*** est donc devenu l'homme le plus âgé de la génération la plus ancienne à l'intérieur d'un clan donné. Il est apparu de ce fait comme l'homme investi d'un pouvoir culturel et spirituel suprême. Il est le leader de son clan. Voilà sommairement présenté le ***moobe***.
Mais pour être plus complet sur cette réalité, il convient de présenter les particularités du ***moobe*** avec les autres membres du lignage. En tant que chef protecteur du clan, il est la référence en matière de sacrifice. Il ouvre la saison des sacrifices avec l'arrivée de la saison des pluies. Par exemple, en ce qui concerne la consommation des légumes frais uniquement produites en saison de pluies (car avant, la société Tpuri ne faisait pas de potager. Ceci était considéré comme une insulte, voire un défi à Dieu qui seul est habilité à fournir à l'homme de l'eau (la pluie) pendant une période spécifique et unique au cours d'une année. Arroser une plante en saison sèche était considéré comme un abominable acte, voire blasphématoire), seul le ***moobe*** en domptait l'autorisation.

Chez les Baare par exemple, tant que ***moobe*** n'a pas encore fait des sacrifices aux aïeux avec du gombo frais, personne de son lignage ne peut en consommer même si c'est préparé ailleurs. Il faut néanmoins signaler que les femmes et les petits enfants sont exempts de cette interdiction. Chez les Dore (un autre clan), c'est le *tiktika* (Bredelia terminifolia) qui est défendu. Dans chaque clan, il y a un légume qui est défendu, légume auquel on ajoute le hmkra (os dur) ou le mod'buugi (poisson sec) et dont se sert le ***moobe*** pour inaugurer les sacrifices saisonniers. De par son omniprésence dans les valeurs coutumières, il a une influence certaine sur toute la famille. Il a le

pouvoir de bénédiction ou de malédiction sur les générations descendantes. Ceci constituait les jalons d'un type de respect basé sur les principes d'une hiérarchisation sociale. Chaque clan est autonome et est égal aux autres. Ce qui, par le passé, marquait le degré d'indépendance du Tpuri vis-à-vis de son voisinage. Mais ce style de vie ne remet nullement en cause l'autorité traditionnelle du Tpuri placée sous la responsabilité d'un chef supérieur spirituel et non administratif.

Dans certains clans, la seule et simple entrée du ***moobe*** dans une concession n'est pas permise, au risque de coûter un poulet au chef de famille. Il peut voyager mais son séjour hors de son village ou de sa région doit être bref. En tant que Grand-père, il reçoit en sa demeure toutes les jeunes épouses de son clan. Il les bénit et leur fait un cadeau symbolique avant de les envoyer dans leur foyer respectif ou dans leur belle-famille respective: ces cadeaux sont le plus souvent constitués d'une certaine quantité de farine de mil, d'un coq ou d'un mouton. Le tout est préparé et mangé le même jour. Ceci tient non pas d'un désir de gaspillage quelconque, mais plutôt de l'importance que les gens accordent à tout ce qu'offre le ***moobe***. Chacun aimerait donc y goûter. Dans le même ordre d'idées, tout nouveau-né dans le clan lui doit être présenté, accompagné d'un coq.
En tant que leader spirituel donc, le ***moobe*** arbore pour faire les sacrifices un accoutrement reflétant l'authenticité vestimentaire Tpuri. Torse nu, il attache le faage (une peau de bouc travaillée) comme le faisaient très souvent les lutteurs traditionnels africains. Toutefois s'il est adolescent, il peut porter les vêtements occidentaux, car il est strictement interdit aux mineurs d'attacher le faage. Il s'installe alors, non pas chez la première femme dont la maison abrite d'habitude tous les sacrifices et les offrandes (dans les foyers polygames), mais hors de la concession dans un endroit précis. La raison, c'est que le ***moobe*** chez les Tpuri ne peut manger à l'intérieur de la concession de son fils ou de son petit-fils. Il reçoit tout ce qu'on lui présente étant dehors. Là, muni du gombo ou du tiktiga (selon le clan), d'un coq ou d'un bouc, ***moobe*** procède à une longue invocation de la puissance ou protection divine et ancestrale sur sa famille, son clan et son village. Il doit faire tout cela avant le coucher du soleil afin que ses ancêtres et Dieu (ou ses envoyés) regagnent leur concession à temps.

Généralement, la posture recommandée pour les sacrifices est unique: il faut être accroupi en signe de respect, une main arrêtant les pattes ou le cou de l'animal à immoler, l'autre tenant le légume sus mentionné.

Cette bénédiction ou protection divine et ancestrale acquise, il était très rare d'entendre qu'une jeune personne est morte. On ne mourait que d'une mort naturelle: vieillesse - extinction. D'où l'expression "la fin de l'homme".

Il est donc loisible de rappeler que quiconque vit sur terre craint Dieu. Et la société dans laquelle nous vivons a ses règles et lois. Les enfants devraient suivre la voie tracée par leurs parents, se soumettre à eux: "Tel père, tel fils". Dans la société Tpuri, "les morts ne sont pas morts", ils ne sont jamais partis. Aux côtés de l'homme, ils sont omniprésents, omniscients et omnipotents. Ils multiplient de bonnes ou mauvaises actions envers les leurs restés en vie mais cela est fonction du comportement de ces derniers. Le ***moobe*** est l'intermédiaire incontestable entre les aïeux et les vivants. C'est un auxiliaire de Dieu. Il est l'ambassadeur des aïeux. Grâce à ses sacrifices et offrandes, ses invocations et plaidoiries, il trouve facilement une solution aux plaintes de ses *enfants*. Il sait que ce ne sont pas directement ses parents morts qui lui procurent, ainsi qu'à sa famille et son clan, santé et richesse. Mais il est convaincu que ceux-ci ont une audience favorable auprès du Dieu créateur pour mieux défendre ses doléances. C'est dans sa ferme conviction que se trouve justifiée sa puissance de bénédiction ou de malédiction.

Face à une telle conviction, la défense des valeurs culturelles s'impose. Ceci n'est ni remise en question des convictions religieuses nées des missions des prophètes d'origine orientale, ni désir de contestation de l'ordre social établi et en vigueur aujourd'hui, mais une mise en cause des agissements juvéniles actuels. Ceci est un plaidoyer pour un conservatisme éclairé de nos valeurs culturelles. Si donc le ***moobe*** venait à disparaître, où seront passés nos systèmes de croyances, de chronologie, d'hiérarchisations sociale? Quelle image aura une société sans notion de respect, de temps, d'organisation? Quelles références culturelles aura le peuple Tpuri au rendez-vous du donner et de recevoir?

L'occasion est donnée ici à la jeunesse Tpuri qui se veut solidaire et dynamique, ambitieuse et conquérante de prouver qu'elle est fière de sa culture.
Chers frères et soeurs Tpuri, le seul patrimoine qui puisse nous amener à affirmer notre personnalité dans l'univers cosmopolite planétaire, c'est notre culture. Notre dignité en dépend. Le ***moobe*** est une valeur parmi tant d'autres. Il faut les sauver de la perdition. Notre société peut être malade des valeurs importées mais jamais de sa propre culture. C'est un défi.

Des chapelets de sang

Redew cii

Kolyang Dina Taïwé

Du sang coule
dans les champs des opprimés
sous les chants saccadés des chefs zélés
sur les feuilles jaunies des pays grisâtres

Du sang goutte
en grains serrés
en rythmes éjaculés
en maillons vagissants
en pleurs saccadés

Du sang gicle
en pleurs rythmés
en pas cadencés
sur les sueurs des cadavres

Du sang gicle goutte coule
en chapelets maillons rouges
en grains sueurs bordeaux
en larmes sources malades

Du sang gicle coule goutte
dans les gargoulettes de sacrifice
dans les mares des peuples exsangues
dans les fleuves des villages essorés

Les nouveaux chefs zélés
aux ventres de bière gondolés
aux lunettes noires cachant des yeux sans larmes
comptent les maillons des chapelets humides
oubliant qu'ils se mouillent les mains
du sang des paysans
du jus des innocents
du jus des femmes
du jus des enfants
les cruels chefs de demain

Cii qee
x i pay jar ma ti bon wo
de siv fruygi wanre ma jo bon x aaran wo
civ ti fii ma de hege, x i sir jooge bone

Cii yuu
do weere redew ma de jreqge nono
do x aale jõ no no
do gãa roo wee klee ne no
roo raa wer kee cex cex e

Cii curi
de roo wer kee
do x aale joo nono
civ ti gbiiri jar huuli wo

Cii cur yuu qee
do redew ma de see ne no
do mbeere coore gara nono
do mberbe ceege nono

Cii yuu qee cur
x i dav porge
bii glov jar ma de gayri wo
x ii pyew sir maaga weere x aara puq wo

Wanre ma defay wo no
x iiri kluuri do jooge biere
dondolon ma nen de tabay ma yon nen
x aara bay mberne no
kee wo mbere redew ma de tange no
Ti x aara yoo go ga saara tan do din

de cii jar je pay wo
de bii jar ma de faage wo
de bii naare wo
de bii weere wo
wanre ma de haa ma ton wo no

© *Pulsations, 1996*

Ka'arang est notre moyen d'expression,
pour nos enfants et notre avenir
Notre culture doit survivre
à notre mort

"Pour que vive Ka'arang!"

La conscience: une puissante arme

La conscience est une arme. En tant que puissant moyen, elle est jalousement gardée dans les traditions africaines. En effet, une des raisons principales de la sauvegarde d'une bonne conscience dans les sociétés africaines relève de ce constat. Car la conscience est le gyrophare de la vie et surtout de la communauté.
Dans les traditions multiséculaires, l'éducation de l'individu et son initiation à l'histoire de son peuple avaient pour principal but d'inculquer au jeune homme et à la jeune fille une conscience de son peuple, de son passé, afin d'orienter son présent et de forger son devenir et le devenir de son peuple. Dans cette éducation sans tambour et surtout sans diplômes (car les diplômes consolident l'échec des uns et le succès des autres), l'affirmation de l'interdépendance est soudée. L'homme n'est rien sans les hommes et sans la nature est le message que tous les rites initiatoires, sous tous les cieux africains et de tous les temps, ont transmis aux jeunes forgeant leur conscience à fixer le global, tout en regardant le local. Car la conscience regarde d'abord le caractère humain, ce qui profite à la communauté. La conscience se définit toujours par rapport à une société. La conscience personnelle, si elle ne rime pas avec les exigences sociales, aboutit à l'égoïsme et l'individualisme poussés.

La peur de l'échec

Aujourd'hui nous pouvons affirmer que l'Afrique a, dans le scénario développementaliste instauré par les Occidentaux, fatalement échoué. N'ayons pas peur ou honte de le reconnaître. Car tel est la responsabilité qui nous incombe et que nos rites initiatoires nous inculquent dès le bas-âge: La connaissance se mesure à la reconnaissance des échecs. Personne ne peut grandir et se dépasser, s'il ne reconnaît pas ses fautes et ses erreurs. D'ailleurs, l'Afrique profonde connaît la valeur de cet adage: reconnaître ses limites et se comporter en conséquence. Le proverbe "si la barbe de ton voisin prend feu, mouille la tienne" est très significatif. Car en fait, au lieu de lui éteindre l'incendie au menton, la sagesse veut que nous mouillions la notre. En observant les barbes en feu de l'Europe (ils ont tellement peur de l'incendie au menton que la plupart d'entre eux ne gardent même plus leurs barbes!), nous remarquons qu'ils sont plutôt en train d'éteindre les barbes des autres continents: de l'Afrique, de l'Asie, de l'Europe de l'est.
Nous avons échoué dans la copie du paradigme européen centré sur la croissance et les chiffres. Nous avons échoué dans la recherche des diplômes occidentaux. Car diplômés et par extension intellectuels, nous ne laissons que deux ou trois maisonnettes maladroitement construites sur les vestiges de nos enfances pour les squelettes des parents qui n'ont que faire du développement. Ces tôles ondulées qui, surchauffées, nous brûlent les barbes, mais qui semblent être le vecteur même de la réussite.
Nous avons échoué en érigeant de petits châteaux vides et sans fondements. Parfois, ce sont des bâtiments érugineux que nous appelons universités.
Nous avons échoué à comprendre les profondeurs de ce qui fait vraiment la vraie Afrique. En greffant notre connaissance de l'Europe sur un arbre de la tradition dont nous ne connaissons plus les racines, nous nous sommes vendus à un futur non maîtrisé et non consommé.
Mais notre échec est paradoxal. Au summum de notre échec se trouvent nous-mêmes, nos âmes malades et nos intelligences chétives. Car nous avons échoué dans l'interrogation de nous mêmes. Nous semblons avoir délégué le devoir de penser aux universités occidentales, sans jamais comprendre l'essence et la politique de ces moules dans lesquelles nous sommes coulés. Car les universités qui nous forment, nous coulent aussi dans leur manière de voir les choses, de concevoir le monde. Et même là nous avons aussi échoué. Avouons-le! D'abord et avant tout à nous-mêmes.
Dans ce scénario dramatique, il ne nous reste paradoxalement rien d'autre que de réfléchir.
A côté des diplômes sans valeur, nous oublions que la société sélective, entraînée dans un libéralisme suicidaire, à cause d'une mondialisation dont nous sommes les perdants, nous entraîne dans l'abîme du néant. Marginalisés pour n'avoir pas suivi le cursus formel de l'éducation telle que dictée par nos maîtres, nous ne comprenons pas que le monde-ci a ses règles que nous ne percevons qu'avec des yeux embrouillés. Et pourtant! Sans celles-ci nous ne sommes que des parachutés. Albert Cossery dit à juste titre que "le monde est une fausse réalité instaurée par des nantis depuis des milliers de siècles." La règle de partage étant inexistante en Europe, et l'Afrique n'étant que le prolongement naturel de l'Europe, l'on se demande si la course à l'enrichissement des nouveaux chefs n'est pas la copie des méthodes occidentales.
Mais pour comprendre le présent et encore plus le futur, revenons vers nos villages. En observant les couches sociales, il y a lieu de se demander: où sont les échoués des villages? Nos traditions connaissent-elles les marginalisés et les sans-papier? Où sont les mouvements d'émancipation qui voient juste la femme et non le contexte

social, dans les fonds des villages africains? Que font nos assemblées palabrales, expliquées comme étant des discussions inutiles, non-démocratiques?

L'éthique au secours

Ka'arang veut mettre en incise notre réveil qui se veut identitaire. Les mots ont été tous salis: retour aux sources, comme si les sources ne nous suivaient pas là où nous allions, est devenu vulgaire, spécialiste mot problématique comme si chaque être humain n'était pas spécifique, développement n'a plus de signification, identité est galvaudée...
Ka'arang ose appeler ce nouvel essai de concertation autour de ce que nous sommes éthique. Une éthique à l'écoute des enseignants anonymes de nos villages. Une éthique contre la folle et suicidaire mondialisation. Une éthique contre le libéralisme destructeur et explosif. Cette éthique vise d'abord à mettre l'être humain au centre des investigations de la société, à mettre toutes les ressources à sa disposition comme des outils de son épanouissement. Surtout, il faut parachever son intelligence, son audace par la justice comme pilier de cette éthique. Car au coeur de ces recherches et tâtonnements, de l'éveil et de l'urgence de la redéfinition de l'éthique africaine se trouve la réponse aux vertus qu'est l'imagination (qui se rapporte à la créativité, la liberté de réflexion dans un cadre qui respecte la vie). En effet, la deuxième vertu est elle-même le respect de la vie. Il n'y a pratiquement pas de continent qui respecte la vie comme l'Afrique. Bêtes, êtres humains, plantes, morts et vivants, nous tous respectons le sang et la vie. Ne pas se mettre en danger de mort est une loi de haute moralité. Au lieu d'éteindre l'incendie de la barbe du voisin, il faut plutôt mouiller la sienne pour limiter les dégâts. Car vaut mieux un seul menton imberbe que tout un village de mentons lisses.
Cependant et c'est là tout le paradoxe de la vie traditionnelle: pour la sauvegarde de la vie de plusieurs, le sacrifice de la vie est nécessaire dans un esprit de profonde vigilance qui n'est autre que la troisième composante de l'éthique africaine. Dès la plus tendre enfance, l'éthique requiert de l'enfant la vigilance.

Les autres vertus seront présentées et discutées dans les prochaines parutions de notre organe de liaison. Autour de ces vertus nous justifions l'éthique et l'existence de Ka'arang qui doit être un gyrophare de notre identité. Car sans notre propre identité nous ne seront que des impuissants devant un monde qui bouge et qui davantage s'engouffre.
Ka'arang devra jeter les bases d'une éthique que le futur prouvera être vitale. Demain notre éthique sera cruciale. Pour nous et pour tous les autres.
Allons et sauvons ce qui sauve la vie à nous et aux autres. Ayons le respect de la vie comme garde-fou de nos actions. Kolyang

Allons à l'école de la tradition pour retrouver notre identité. Ce ne sont pas seulement les écrivains européens qui doivent être nos modèles. Écoutons les écrivains anonymes de nos villages!

Donnons l'exemple afin que, dans l'avenir, d'autres cercles se créent et que l'Afrique forte de son identité s'unisse.

Car c'est d'abord l'identité qui fait l'homme. Sans l'identité propre, il n'y aura pas d'unité africaine.

Au coeur du débat

Les funérailles du Franc CFA et l'avenir incertain...

Abdou IREMA

Avec l'avènement de la monnaie unique européenne (l'euro), il y a lieu de s'interroger sur l'avenir de la zone franc. L'instauration de l'euro implique la disparition du franc français. Et, sans le franc français, la dénomination « zone franc » perd toute sa signification, la fondation étant détruite. Même si l'on peut envisager la création d'une nouvelle zone monétaire sur les vestiges de la « zone franc », il est indispensable que cette dernière porte un nouveau nom (zone Cauris, zone Shat etc...). Un tel acte aura un double effet : symbolique et manifestation d'autonomie, le premier effet renforçant le second.

Tout d'abord sur le plan symbolique, jusqu'à présent la circulation dans les pays africains de la zone franc d'une unité monétaire dénommée "franc" trouve sa justification principale dans les liens historiques (colonisation) entre les différentes parties (la France et les anciennes colonies françaises d'Afrique et pays assimilés[1]).

Cet élément constitue avec la langue française (le français est la langue officielle ou du moins une des langues officielles dans tous les pays de la zone), les deux piliers essentiels de la continuité des rapports entre la France et ses anciennes colonies d'Afrique Noire. En effet, la zone franc est sur le plan monétaire ce qu'est la francophonie au niveau linguistique. Précisons bien que nous sommes au niveau symbolique. Est-il sérieux d'envisager la francophonie sans la France ? Quel autre pays que la France peut exiger que le secrétaire général de l'ONU soit apte à s'exprimer en français. Qui plus est, le franc (monnaie) tout comme le français (langue) sont liés à un peuple. Ce sont des propriétés de ce peuple. Une partie du peuple d'Afrique, par le hasard de l'histoire, a été contraint de partager cette propriété. De gré ou de force, son rôle se limite à celui d'un compagnon de route d'un allié. Et en tant que tel, elle doit abandonner le combat en même temps que le principal concerné. Et, si elle trouve que le combat mérite d'être poursuivi, elle doit trouver ses propres arguments, et mener le combat sous sa propre bannière. Tout ceci pour dire que les pays de la zone franc doivent chercher des arguments pour justifier la constitution d'une nouvelle zone monétaire d'une part, et une nouvelle dénomination à cette zone d'autre part. Cette démarche est nécessaire pour éviter l'inattention qui a permis le passage du franc des colonies françaises d'Afrique (F-CFA) au franc de la communauté financière africaine (F-CFA) pour la zone Afrique de l'Ouest, et au franc de la coopération financière en Afrique centrale (F-CFA) pour la zone Afrique centrale.

Ensuite, la monnaie est une expression de la souveraineté nationale (à ce niveau, précisons que une monnaie commune implique un partage de souveraineté). En effet dans chaque pays la politique monétaire est définie de manière à procurer le maximum de bien être à sa population. Toutefois, sous certaines conditions, il est démontré qu'une coopération entre les politiques monétaires de certains pays est plus efficace que la situation où chaque pays définit sa politique monétaire de manière indépendante. Une telle coopération est recommandée dans le cas où les relations économiques entre les pays sont développées. Plus précisément, lorsque les échanges économiques entre les pays sont développés. Mais cette coopération n'est pas antinomique avec l'existence des signes monétaires nationaux distincts. On peut citer l'exemple du régime de Bretton Woods, ou encore du Système Monétaire Européen (SME).

[1] Le Cameroun et le Togo ayant été placés sous mandat français par la Société des nations (SDN).

Il est, toutefois, possible que les pays renoncent à leurs signes monétaires nationaux, mais pas au profit d'une monnaie des parties contractantes. Une telle attitude serait une manifestation de domination. C'est cette attitude qui justifie le choix de l'Euro comme monnaie communautaire en Europe, en lieu et place de l'ECU qui rappelle une ancienne monnaie française. Dès lors, le choix du franc pour monnaie commune de la zone franc exprime clairement la domination de la France dans le mécanisme. Mais ceci n'est qu'une domination symbolique. Car la domination réelle de la France se manifeste par le compte d'opération du trésor, qui est la véritable "banque centrale" des Etats africains de la zone franc. Et quand on sait que c'est au niveau de la banque centrale qu'est définie la politique monétaire d'un pays, il y a donc lieu de s'interroger sur l'efficacité d'une politique monétaire définie par un pays pour un autre. Dans ces conditions, il est clair que le pays dominant impose une politique monétaire au dominé. Une telle politique a peu de chance de correspondre avec l'objectif de maximisation de bien être collectif dans le pays dominé. Qui plus est, en référence à la théorie des jeux, on est dans une situation où l'équilibre de stackelberg est sous optimal par rapport à l'équilibre de Nash. La non coopération est donc plus efficace que la coopération asymétrique. Une autonomie monétaire des pays africains de la zone franc est donc indispensable. Mais, une multitude de raisons liées à la politique, au clientélisme, de chasse gardée, etc ..., et surtout de manque de conviction pour ne pas dire de fierté de la part des africains, n'ont pas permis jusqu'aujourd'hui de poser la question monétaire de la zone franc avec sérieux. La monnaie unique européenne nous offre là une occasion en or que nous devons saisir.

Avec l'institution de la monnaie unique européenne, les pays africains de la zone franc doivent changer de signe monétaire. En d'autres termes, ils doivent adopter un signe monétaire propre, lié à leur culture. Cette démarche, bien que symbolique, est primordiale. Ensuite, ils doivent utiliser la politique monétaire pour améliorer les conditions de vie de leur peuple. A ce niveau, il y a lieu de se demander si les pays africains de la zone franc ont intérêt à avoir une monnaie unique, ou du moins une monnaie unique dans chacune de deux sous régions africaines ? Pour répondre à cette interrogation, on doit se demander une monnaie unique pourquoi faire ? Dans le cadre purement économique, la monnaie unique doit être au service du développement des échanges commerciaux entre pays. Mais comme nous l'enseigne la théorie des zones monétaires optimales, l'adoption d'une monnaie unique ou plus précisément d'un régime de change fixe ne peut être optimale que si certaines conditions sont remplies. Les critères d'optimalité d'une zone monétaire vont de la parfaite mobilité des facteurs de production (capital et main d'oeuvre) chez Mundell [1961], à un degré élevé d'ouverture des économies (niveau élevé des échanges commerciaux avec l'extérieur) chez Mc Kinnon [1963], une forte diversification de la production chez Kenen [1969], jusqu'aux similarités structurelles chez Fleming, Ingram, ... (Voir Ishiyama [1975], Irèma [1992]. Le premier réflexe va donc consister à voir si au moins un de ces critères peut être atteint par la nouvelle zone monétaire. On peut aussi partir du fait que ces pays ont une longue expérience dans la coopération monétaire, particulièrement dans l'usage d'une monnaie commune pour préconiser le maintien de l'édifice. A ce niveau, il convient de préciser que la France joue un rôle non négligeable dans la stabilité du système. Ainsi, elle intervient de temps à autre pour aider les pays en difficultés budgétaires chroniques. Elle impose une solidarité entre les pays africains par le biais du compte d'opération. Cette solidarité survivra-t-elle à la rupture des liens monétaires avec la France ? Les pays le mieux lotis aideront-ils les moins lotis ?

Une forte solidarité entre les Etats africains est nécessaire pour le maintien d'une monnaie commune dans la zone. Il n'est pas sûr que cette philosophie soit aujourd'hui dominante (Voir Kabou [1992]). Reste alors l'hypothèse de l'éclatement de la zone. Chaque pays disposera alors de sa propre monnaie nationale. Cette hypothèse est loin d'être utopique. Ceux qui voudront prendre l'exemple du Zaïre pour éviter cette solution doivent se rappeler que le problème de la monnaie zaïre est un problème de gestion. Ainsi fuir devant l'idée de créer des monnaies nationales en Afrique revient à valider l'hypothèse que les africains ne peuvent pas gérer. Ici on doit tout simplement se demander une monnaie pourquoi faire ? La monnaie nationale doit être au service du développement économique. Et dans le cas où on envisage l'intégration économique africaine, on peut dépoussiérer le rapport Triffin de 1963, ou concevoir une coopération monétaire africaine du type SME.

Le rapport Triffin [1963] prévoit une organisation monétaire à l'échelle du continent africain à l'image du plan keynes proposé lors des négociations de Brettons Woods. L'élément essentiel du plan Keynes [1943] est la multilatérisation des règlements par le biais d'une chambre de compensation imposant à tous les membres du système l'acceptation de paiements de ses créances sous forme de virement en une monnaie commune auprès de l'union de clearing (chambre de compensation)

A cette démarche autonomiste, on peut opposer une nouvelle forme de coopération monétaire asymétrique entre l'Europe et les pays africains de la zone franc. Cette approche me paraît irresponsable pour être envisagé, car nous ne devons pas passer toute notre existence à traîner derrière les autres. Notons tout de même que des auteurs proposent de substituer l'Europe à la France (Sandretto [1994], Lelart [1994]). Dans cette configuration, il est clair que la monnaie leader de la zone sera l'euro. La politique monétaire sera celle de l'euro, définie par le système européen des banques centrales (SEBC) qui est une sorte de fédération de banques centrales des pays membres de l'union monétaire européenne. De fait, la politique monétaire qui sera appliquée dans la zone franc Afrique sera celle du SEBC. Par ce biais, ces pays seront „intégrés", disons plutôt assimilés à l'union monétaire. Quel dilemme, quand on sait que des plus avancés, membres fondateurs de la Communauté telle que l'Italie risque ne pas faire partie de la première vague de l'union monétaire. Au delà des conditions de contraintes structurelles que peut soulever l'appartenance des pays africains à la zone euro, la voie d'accès semble aussi problèmatique. Y entrent-ils sous le couvert de la France ou bien par négociation directe avec les instances européennes. Bien que la seconde proposition peut être facilitée par l'existence des relations CE-ACP (on peut penser une organisation monétaire entre la Communauté européenne et les pays ACP), il semble que la première voie soit la plus probable. Ce qui n'aura pour véritable effet de repousser le problème. Car, il se posera toujours la question d'autonomie monétaire dans les pays africains de la zone franc.

De toutes les façons, cette logique n'est pas envisagée par l'Europe. En effet, dans les textes constitutifs de la monnaie unique européenne, à savoir le traité de Maastricht, il n'y a aucune allusion à la zone franc. Le protocole d'accord signé avec la France stipule tout simplement que „La France conservera le privilège d'émettre des monnaies dans ses territoires d'outre mer selon les modalités établies par sa législation nationale et elle sera seule habilitée à déterminer la parité du Franc CFP[2]„. Il est clair que le protocole d'accord ne fait aucune allusion aux francs CFA, à moins que la zone franc ne relève de l'article 109 paragraphe 5 du traité de Maastricht qui indique que „*Sans préjudice des compétences et des accords communautaires dans le domaine de l'union économique et monétaire, les Etats membres peuvent négocier dans les instances internationales et conclure des accords internationaux*". Si tel est le cas, le traité de Maastricht énonce tout simplement la possibilité pour la France de préserver son pré-carré africain. D'ailleurs, des voix s'élèvent en s'appuyant sur cet article pour défendre le maintien de la zone franc. Blardonne [1994] note :

> „*la zone franc ne peut en rien menacer la stabilité monétaire de l'écu. La masse monétaire des pays membres de la zone n'atteint, en effet, que 2,4% de la masse monétaire française. [...]. Aussi, lorsque le trésor français doit emprunter sur le marché obligataire ou le marché monétaire pour couvrir un déficit éventuel du compte d'opération, les montants en cause sont peu élevés. S'il faut, la France peut continuer sans problème à soutenir le franc CFA, le PNB français représente cent fois celui de la Côte d'Ivoire*".

Tel est le point de vue d'un français sur l'avenir de la zone franc, qu'en pensent les africains ? Une chose est certaine, cette question interpelle moins les africains, hommes politiques et spécialistes des problèmes monétaires. A ce stade, on peut être tenté de dire que les africains partagent le point de vue français un adage populaire stipule: "*qui ne dit rien consent*".

Bref, avec ou sans euro, la zone franc a fait son temps. Et recommander sa dissolution ne relève pas de l'utopie mais du réalisme. La monnaie utilisée par les africains doit servir aux intérêts de ces derniers. En effet, depuis toujours, il a été véhiculé l'idée selon laquelle les pays africains ont tout à gagner par leur appartenance à la zone, tout en laissant sous-entendre que le pays leader, la France, n'y trouve pas son compte, tout au contraire qu'elle supporterait une lourde charge. Cette vision paternaliste est erronée. On oublie de dire que la France bénéficie d'une partie (65%) des réserves de change - aussi modestes soient-elles - générées par les autres pays de la zone. Par ailleurs, l'intérêt de l'appartenance des pays africains à la zone franc n'a aucun fondement théorique. La zone franc n'est pas une zone monétaire optimale (Mundell [1961], Mc Kinnon [1963], Kenen [1969]. En outre le faible niveau des échanges entre les pays de la zone ne saurait justifié la stabilité des changes comme objectif principal. A ce niveau, on peut même dire que seule la France tire son épingle du jeu dans ses échanges bilatéraux avec les différents pays.

Quant à la thèse de l'îlot de stabilité en matière des prix qui est souvent évoqué, compte tenu du niveau de développement des pays africains, ils doivent accorder une importance relative plus grande à la production qu'à la stabilité des prix dans leur fonction d'utilité. Un autre argument „scientifique" avancé pour justifier l'intérêt des pays africains de la zone franc est qu'ils n'ont pas les „capacités" nécessaires pour assurer une bonne gestion de la monnaie. Pour étayer cette thèse on pointe le Zaïre, oubliant que ce qui se passe aujourd'hui au Zaïre, sur le plan monétaire bien sûr, a été connu, il y a de cela moins d'un siècle par l'Allemagne. Or, l'Allemagne est présentée comme l'exemple même d'une bonne gestion de la monnaie. Les zaïrois vivent l'expérience de l'hyperinflation avec tout ce qu'elle comporte d'effets néfastes. Il est fort probable que le jour où ils en sortiront, ils feront tout pour ne pas y retourner. Mais les afro pessimistes ou

[2]Le franc CFP désigne le franc des colonies françaises du Pacifique (Nouvelle Calédonie, Polynésie française, Wallis et Futuna). Il a été créé à la même date que le franc des colonies françaises d'Afrique.

les paternalistes français vous diront que le Zaïre n‘est pas l‘Allemagne. Cela dit, les pays africains de la zone franc n‘ont rien à perdre en tentant l‘aventure, au contraire ils auront au moins à gagner en expérience et en dignité. Qui plus est l‘hyperinflation n‘est pas la règle d‘or en Afrique hors de la zone franc.

L‘objet de ce papier est de montrer que sur le plan monétaire la zone franc n‘a pas de véritable raison d‘être. Elle doit donc disparaître. Compte tenu des différences structurelles de ces différentes composantes, l‘éclatement de la zone doit aller au delà du cordon ombilical qui lie les deux banques centrales africaines à la France, mais à l‘instauration des monnaies nationales, avec toutefois, une organisation monétaire au niveau régional et de préférence au niveau continental. Pour mieux cerner la question, nous présenterons dans une première section l‘historique de la zone franc (I), ensuite dans une seconde section nous nous intéresserons à la gestion des franc CFA des indépendances au début des années 1990 (II); enfin nous terminerons dans une quatrième section par la nécessité d‘une nouvelle organisation monétaire africaine (III).

I - L'historique de la zone franc

La zone franc fut créée, en principe, sous l'effet de la grande crise de 1929 qui conduisit les puissances occidentales coloniales, dont la France, à se replier sur leurs possessions[3]. Ce qui se manifeste par des mesures contraignantes au niveau des échanges et des changes. C'est ainsi que la France mit en place des instruments lui permettant d'orienter et de contrôler plus aisément l'économie de ses possessions (Gérardin [1989]). Sur le plan monétaire,

> „*les instituts coloniaux*[4]*, qui possèdent le monopole d'émission monétaire locale sont réformées. Leur activité sera désormais étroitement contrôlée, notamment en ce qui concerne la politique de crédit et de la politique monétaire. A partir de cette époque les monnaies sont rattachées au franc français*" Coquet et Daniel [1992 PP. 243].

Mais, il faut attendre les décrets des 28 août, 1er et 9 septembre 1939 qui „*prohibent ou réglementent en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or*"[5], pour voir la constitution formelle de la zone franc. En effet, les décrets des 28 août, 1er et 9 septembre 1939 instaurent une législation commune en matière de change pour la France et ses dépendances. Qui plus est, le décret du 9 septembre 1939 définit de manière officielle „*la qualité de résident de la zone franc*" (Gérardin [1989 PP. 52]. Par cette organisation, la France exerçait un contrôle direct sur le commerce extérieur des territoires sous sa domination.

1 - La naissance du FCFA.

Après la seconde guerre mondiale, le principe de la zone franc va être maintenu. En juillet 1944, il est mis sur pied, à Bretton Woods, un nouveau système monétaire international (SMI). Lors des négociations sur ce nouveau SMI, il a été décidé de dévaluer le franc. Pour entériner cette décision, les autorités monétaires françaises vont adopter un comportement différencié. Pour opérer cet ajustement, elles vont diviser la zone franc en trois sous-zones. Ce qui aboutit à la création, le 26 décembre 1946, de deux nouvelles unités monétaires (francs coloniaux), en plus du franc.

* Le franc des Colonies Françaises d'Afrique (FCFA) pour les territoires françaises en Afrique au sud du Sahara. Le FCFA va être dévalué dans une proportion moindre que le franc.

* Le franc des Colonies (ou Comptoirs) Françaises du Pacifique (FCFP) pour les territoires françaises du Pacifique. Le FCFP ne sera pas dévalué.

* Le franc (français) qui circulera dans le reste de la zone, notamment en métropole sera dévalué de 138% par rapport au dollar et 140% par rapport à la livre Sterling (Gérardin [1989 PP. 84].

Ce redécoupage de la zone franc en trois sous zones trouve sa justification tant sur le plan politique qu'économique.

- Sur le plan politique, la Conférence de Brazzaville (du 30 janvier au 8 février 1944) va jouer un rôle non négligeable dans la création des francs coloniaux. En effet, c'est au cours de cette Conférence que De Gaulle posera les bases de l'Union-française[6], regroupant la république française, ses départements et territoires d'outre-mer et les territoires et Etats associés. Cette Union avait une aspiration fédérative, d'où l'idée de marquer les spécificités régionales par des monnaies différentes.

- Sur le plan économique ce découpage, selon les autorités françaises, répond à l'évolution différenciée des prix et du commerce extérieur enregistrée dans les différentes régions (voir Gérardin [1987 ; PP. 64 - 67].

A l'origine la zone franc est conçue pour être au service de l'économie française. Cette philosophie sera poursuivie dans le nouvel rédecoupage avec la création des deux institutions d'émission en Afrique. Elle sera renforcée à l'indépendance des Etats africains.

2 - L'évolution de la sous-zone FCFA

Le 20 janvier 1955, deux instituts d'émissions spécifiques vont être créés pour l'Afrique Equatoriale française (AEF) et l'Afrique Occidentale française (AOF). Ces deux instituts sont des établissements publics français dont les sièges sont fixés à Paris. Ils sont administrés par des Conseils d'administration dont le tiers des membres représentait les territoires sur lesquels s'exerçait le privilège d'émission.

Afin de garantir la valeur du FCFA et d'assurer sa convertibilité, le trésor français a ouvert dans ses écritures des comptes d'opérations au nom de ces instituts d'émissions.

[3]Les possessions françaises regroupent les colonies françaises et les territoires assimilés ou sous mandat.

[4]Pour la constitution et le fonctionnement des instituts coloniaux d'émission voir Gérardin [1989 ; 1994]. Il faut noter par ailleurs, qu'à l'issue de la première guerre mondiale, la zone d'émission de la banque d'Afrique Occidentale (BAO) fut étendue aux anciennes colonies allemandes (Cameroun et Togo), placées sous mandat français par la Société des nations (SDN).

[5]Décret d'application du 20 janvier et du 24 avril 1940 pour la métropole et du 20 mai 1940 pour les territoires d'outre-mer.

[6]L'Union française sera remplacée en 1958 par la Communauté franco-africaine, qui deviendra par la suite Sommet France-Afrique.

„*L‘objet d‘une convention de compte d‘opérations est d‘assurer au trésor et à la banque d‘émission l‘avance permanente, illimitée et réciproque de leurs besoins de change, d‘obliger la banque à réserver au trésor ses excédents de change métropolitains, de l‘inciter, par le jeu d‘un intérêt progressif à sa charge en cas de position débitrice du compte, à prendre toute mesure susceptible de limiter le déséquilibre de la balance des comptes du territoire*“[7].

Comme nous le verrons par la suite, ce mécanisme est à l‘avantage du pays dominant, car il met toutes les réserves de change de la zone au service de ce dernier. Par ailleurs, le trésor français sera la banque centrale de la sous-zone CFA.

Cette réforme va être perçue comme une amorce de la redistribution, certes asymétrique[8], du pouvoir monétaire au sein de la zone.

Les événements, qui vont marqués la seconde moitié des années 1950, notamment l‘autonomie accordée par la France à certains territoires d‘outre-mer (l‘Indochine, le Maroc, la Tunisie) et l‘échec de la communauté franco-africaine ne réussiront pas à provoquer l‘éclatement de la zone franc.

La Communauté franco-africaine devrait regrouper la France et ses partenaires africains.

„*Dans la Communauté chacun aura le gouvernement libre et entier de lui-même, on mettra en commun un domaine qui, dans l‘intérêt de tous, comprendra la défense, l‘action extérieure, la politique économique, la direction de la justice, l‘enseignement et des télécommunications lointaines*“[9].

Comme on peut le constater la Communauté franco-africaine accorde peu d‘importance au bien-être des populations d‘outre-mer. Mais à part l‘enseignement, encore faut-il l‘assimiler à l‘éducation[10], les populations d‘outre mer ne trouvent pas leur compte dans cette structure qui exclue des domaines clés tels que la santé et le développement économique. Ce qui peut permettre de comprendre l‘échec de la communauté franco-africaine. Six Etats[11] ne vont pas adhérer à la Communauté franco-africaine. Ce groupe va être rejoint par le Mali.

Ainsi, à l‘approche des indépendances africaines, la sous zone FCFA connaîtra une restructuration. Le 4 avril 1959, les Instituts d‘émission de l‘A.E.F. et de l‘A.O.F. seront remplacés par deux banques centrales, respectivement, la Banque centrale des Etats de l‘Afrique Equatoriale et du Cameroun (BCEAEC) et la Banque centrale des Etats de l‘Afrique de l‘Ouest (BCEAO). Lors de ce réaménagement, il sera introduit une parité au niveau du Conseil d‘administration entre administrateurs français et africains.

Au lendemain des indépendances, entre 1960 et 1963, les pays africains de la zone franc vont négocier avec la France des accords de coopération dans plusieurs domaines[12]. En matière monétaire, ces accords préservent l‘existence de la zone franc et renforcent les organisations sous régionales (BCEAO et BCEAEC). Au niveau des échanges commerciaux, les accords bilatéraux portent sur des régimes préférentiels entre la France et les différents Etats. Ce régime préférentiel réciproque

„*a pour objet d‘assurer à chacune des parties des débouchés privilégiés et doit comporter un ensemble équilibré d‘avantages mutuels, notamment dans le domaine commercial et tarifaire ainsi que dans celui des organisations de marchés. [...] L‘entrée sur le territoire douanier français des marchandises originaires et en provenance de la république du Cameroun et l‘entrée sur le territoire douanier camerounais des marchandises originaires et en provenance de France, s‘effectue librement et en franchise de droits*“[13].

[7]Les pays d‘outre-mer, inventaire de la situation financière de 1952, cité par Gérardin [1989 ; PP. 76 - 77].

[8]Voir la représentativité au sein des Conseils d‘administration des instituts d‘émission.

[9]Discours du général De Gaule du 24 août 1958, in la semaine de l‘AEF N° 313 du 31 août 1958, cité par Gérardin [1989, PP. 87].

[10]D‘ailleurs l‘article 78 de la Constitution française du 4 octobre 1958 fait bien référence à l‘enseignement supérieur.

[11]Bénin, Burkina Faso, Côte d‘Ivoire, Niger plus les deux territoires sous tutelle.(Cameroun et Togo)

[12]„Défense, coopération économique, monétaire et financière, assistance militaire technique, coopération culturelle et judiciaire, coopération en matières de postes, d‘aviation civile, de la marine marchande, de personnel“ Duroselle et Meyriat [1964], cité par Gérardin [1989 ; PP. 115]

[13]Accord de coopération en matière économique, monétaire et financière signé par la France et le Cameroun, J.O., 6 août 1961, P. 7430 et suiv.

Les dispositions de cet ordre sont évidemment néfastes pour les économies africaines, car elles réduisent les recettes fiscales de ces pays (taxes à l'exportation et à l'importation) alors qu'ils ont un besoin de financement énorme. En effet sur la période 1960 -1970, 44% en moyenne des exportations camerounaises ont pour destination la France et 53% en moyenne des importations camerounaises sont en provenance de la France (Gérardin [1989 ; pp. 95 - 96]. Qui plus est, les produits importés à partir de la France pouvaient être d'origine étrangère, donc la France avait toute latitude de réexporter vers le Cameroun des produits qu'elle importe et sur lesquels elle prélève des taxes douanières. Les accords commerciaux permettent par ailleurs à la France de disposer d'un vaste débouché pour ses produits. Notons aussi, que cette politique bloque tout processus d'industrialisation potentiel des économies africaines. Pour limiter les effets négatifs des accords sur les recettes fiscales d'une part et maintenir sa domination sur les pays africains, il sera mis sur pied un système d' „aide" bilatérale. Pour assurer le respect de ces accords commerciaux, il est stipulé que :

> „*pour protéger son industrie naissante, le Cameroun pourra établir des droits de douane sur les marchandises originaires et en provenance de France, sous réserve des obligations qui pourraient s'appliquer à son égard par suite de l'article 133 du traité de Rome*[14]"[15].

Revenons à l'aspect monétaire. L'accord de coopération en matière économique, monétaire et financière entre la France et le Cameroun souligne que chaque pays a „*le droit de créer une monnaie nationale et un institut d'émission qui lui soit propre*". Cette clause va entraîner la création au sein du conseil d'administration de la BCEAEC deux comités monétaires : un pour le Cameroun et un pour les quatre autres pays francophones de l'Afrique équatoriale. Le comité monétaire du Cameroun est constitué de cinq administrateurs camerounais et de 3 administrateurs français. Quant au comité monétaire des quatre autres Etats, il se compose d'autant d'administrateurs français que d'administrateurs africains. Ces comités sont constitués au sein du conseil d'administration. A partir de 1966 chaque Etat de la BCEAEC va disposer d'un comité monétaire national. Le conseil d'administration délègue aux comités nationaux certains de ses pouvoirs, notamment la distribution de crédit aux banques et la surveillance de l'évolution de la masse monétaire.

En Afrique Occidentale, le 12 mai 1962, il sera mis sur pied un traité d'union monétaire ouest africaine (UMOA) à la suite des accords bilatéraux entre les pays. Cette union est dirigée par un conseil des ministres (un représentant par Etat). Cette union monétaire se caractérise par une banque centrale commune, une centralisation des réserves monétaires. Un accord coopération sera signé entre la France et l'UMOA. Des comités monétaires nationaux furent également créés dans la zone BCEAO. Ici, il n'y a pas de représentant français au niveau des comités monétaires nationaux. Mais chaque comité monétaire national est composé des deux représentants nationaux au conseil d'administration de la BCEAO et de trois autres membres nommés par le gouvernement.

L'historique de la zone franc montre que celle-ci était, à sa création, une arme au service de la France. Les évolutions enregistrées dans cette zone jusqu'aux lendemains des indépendances n'ont pas pour objectif le rééquilibrage des avantages de la zone entre la France et ses colonies. En d'autres termes on reste sur la philosophie originelle. Le comble c'est qu'avec les indépendances et le temps les pays africains de la zone n'ont solliciter la réorganisation dans le fond du système. Une telle position est donc plus que paradoxale au regard des observations faites ci-dessus. Ce paradoxe réside dans le fait que des africains défendent les intérêts de la France au détriment de ceux du peuple africain. Dans le paragraphe qui suit, nous essayerons de mettre en oeuvre ce paradoxe à travers la gestion des francs CFA des indépendances au début des années 1990.

II

La gestion des franc CFA : des indépendances au début des années 1990

Le début des années 1960 va être marqué par l'indépendance des Etats africains de la zone. Cette indépendance va se traduire par un changement de dénomination au niveau des francs circulant en Afrique. L'effondrement du système de Brettons Woods et l'accentuation du processus d'intégration économique en Europe vont engendrer le développement d'une coopération monétaire entre les pays de la Communauté économique européenne (CEE). Coopération monétaire qui se traduit par une politique monétaire rigoureuse. Le problème ici est les pays africains de la zone franc seront embarqués dans l'aventure de la coopération monétaire européenne sans que toutefois leur situation soit prise en compte. Enfin, à partir du milieu des années 1980, la quasi totalité des Etats africains de la zone sera plongée dans une crise économique aiguë, et obligée de recourir à la grande thérapie des Pr. FMI (Fonds Monétaire International) et Banque Mondiale. Dans leur prescription , ces deux éminents professeurs vont recommander la dévaluation du franc CFA, remède que ni les malades (pays africains), ni la mère (France) n'agrée. Il faut attendre le début des années 1990, quand la maladie est devenue

[14] l'article 133 paragraphe 3 du traité de Rome énonce que : „Toutefois, les pays et territoires peuvent percevoir des droits de douane qui répondent au nécessités de leur développement et aux besoins de leur industrialisation ou qui, de caractère fiscal, ont pour but d'alimenter leur budget.

[15] Accord de coopération en matière économique, monétaire et financière signé par la France et le Cameroun, opcit.

chronique, pour voir les malades accepter l'administration du médicament jadis nocif, sous la contrainte de la mère bienveillante. C'est ainsi qu'a pu s'opérer le 11 janvier 1994 la dévaluation des francs CFA.

1 - Du franc des colonies aux franc de la coopération et de la communauté financières.

La principale nouveauté introduite par les indépendances est le changement apparent du sigle FCFA qui devient franc de la Communauté Financière Africaine. Cette glissade en douce va être lourde de conséquence pour les pays africains, car elle ne produit aucun choc psychologique que pouvait créer une nouvelle unité monétaire plus indépendante. On utilise toujours le franc même si ce n'est pas celui des Colonies Françaises d'Afrique, aucun signe ne marque l'écart par rapport à celui-ci. La domination française reste donc intacte. La parité entre le nouveau FCFA et le franc français restent fixe. Par ailleurs, au niveau international, dans la gestion de la monnaie commune (le franc français) la France doit consulter ses partenaires africains avant toutes modifications de parité entre le franc français et les devises tierces :

> „*le gouvernement de la République française consultera les gouvernements de l'Afrique équatoriale et du Cameroun dans le cadre des études pouvant être effectuées préalablement à toute modification éventuelle du rapport entre le franc français et les monnaies étrangères et négociera avec eux les mesures propres à sauvegarder les intérêts légitimes de leurs Etats*" article 7 des statuts BCEAEC [1966].

Cette disposition devait permettre la prise en compte des effets du changement de parité du franc français sur les économies africaines. Or, comme le notent S et P. Guillaumont [1972 ; PP. 28] „la France n'a sans doute pas consulté les pays africains avant de dévaluer le franc français ; les pays de l'UMOA et de l'Afrique centrale étaient mis devant le fait accompli de la dévaluation du franc français". Si les accords de coopération signés avec l'UMOA permettait un tel agissement de la part de la France[16], cet acte est contraire avec l'accord signé entre la France et les pays de la BCEAEC. Mais cette entorse à l'accord n'aura aucune conséquence fâcheuse dans les rapports entre la Franc et les pays de la BCEAEC. Ce qui renforce une fois de plus la domination de la France dans la zone.

Au début des années 1970, alors que le système monétaire international mis en place par les accords de Bretton Woods chancelle, les Etats africains de la zone franc vont réclamer des renégociations des accords monétaires signés avec la France, en vue d'obtenir une meilleure redistribution des pouvoirs en la matière, avec une volonté de mettre la politique monétaire au service du développement économique. En effet, M. DIORI Hamani [1973] observe

> „*nous voulons que la zone monétaire de l'ouest-africain devienne une zone de solidarité pour le développement et ne reste pas uniquement une zone de solidarité monétaire. Les modifications envisagées vont non seulement dans le sens d'une africanisation du personnel et du siège de la Banque, mais aussi d'une grande africanisation de l'économie en Afrique*"[17] .

Ainsi, des nouveaux accords vont être signés entre les Etats de l'Afrique équatoriale et le Cameroun (à l'image des accords de l'UMOA)[18] aboutissant à la création de la banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) en 1972 et entre la BEAC et la France ; en Afrique de l'ouest, les statuts de la BCEAO seront modifiés en 1973.

Les nouveaux accords monétaires prévoient le transfert des sièges des banques centrales en Afrique. Ainsi le siège de la BEAC fut transféré à Yaoundé (Cameroun) le 1er juillet 1977 et celui de la BCEAO à Dakar (Sénégal) le 26 mai 1979. Ces nouveaux accords vont introduire une nouvelle distinction au niveau des unités monétaires circulant dans les deux sous régions. Le FCFA de la zone BEAC désignera désormais, le franc de la coopération financière en Afrique centrale et celui de la zone BCEAO gardera la signification le franc de la communauté financière africaine. La parité entre le franc français et les FCFA reste inchangée. Mais cette parité peut être modifié sous réserve du respect des engagements internationaux des Etats membres de l'UMOA[19] ; quant à la convention de coopération monétaire du 22 novembre 1972 entre les cinq pays d'Afrique centrale, elle précise que la parité „*est susceptible d'être modifiée après concertation entre les Etats membres (de la BEAC) et la France, compte tenu des seules exigences de la situation économique et financière des Etats membres*". Ce qui laisse donc supposer que les changements de parité peuvent avoir lieu indépendamment dans une région ou dans une autre. Ces changements de parité peuvent aussi varier d'une région à une autre. Le seul élément déterminant dans les changements des parités doit être l'évolution économique. Par ailleurs, la contrainte sur la France de concerter ses partenaires dans la gestion de la monnaie commune se trouve atténuée[20].Cette situation renforce la position dominante de la France.

[19]L'accord de coopération entre la République française et les Républiques membres de l'UMOA conclu le 4 décembre 1973
[20]„Dans la mesure du possible, toute modification de la parité entre le franc français et les monnaies étrangères fera l'objet, à l'initiative du gouvernement français, d'une consultation entre la France et les Etats membres" Convention de coopération monétaire du 23 novembre 1972 entre les Etats membres de la BEAC et la République française

Selon les nouveaux accords, la France ne compte plus que 3 représentants au conseil d'administration de la BEAC[21] et deux représentants (comme d'ailleurs tous les autres Etats de l'UMOA) au conseil d'administration de la BCEAO. La présidence de ce conseil n'est plus assurée de droit par la France, mais elle est assurée de manière rotative, un an pour chaque Etat membre de la BEAC. La France dispose néanmoins d'un pouvoir de blocage sur les changements de parité et sur le fonctionnement du compte d'opérations, au niveau des deux banques centrales. La direction générale de la BCEAO est dirigée par un gouverneur africain désigné par le conseil des ministres, alors que le gouverneur et le vice-gouverneur de la BEAC sont désignés par le conseil d'administration. Il est donc clair que la France continue de jouer un rôle important dans le choix du gouverneur de la BEAC.

2 - Les francs CFA et l'intégration monétaire européenne

A la suite de l'effondrement du système de Bretton Woods, les pays membres de la Communauté Economique Européenne vont s'organiser sur le plan monétaire par la création du serpent monétaire européen (accord de Bâle 10 avril 1972), puis celle du système monétaire européen (le 13 mars 1979). Cette organisation monétaire au niveau européen va affecter les pays africains de la zone franc par le biais du franc français. Dès lors les monnaies de la zone franc feront partie intégrante, par transitivité, au mécanisme de change du SME. Ce qui pousse certains auteurs à parler de vingts six pays[22] du SME (Sandretto [1994]). Ainsi, le fonctionnement du SME en matière de politique monétaire, de politique de change ou encore son influence sur le commerce extérieur a une incidence directe sur les pays africains de la zone franc. Cependant, les quatorze pays non européens n'ont pas leur mot à dire dans le fonctionnement du SME. Ils sont considérés comme des passagers clandestins. S'il est vrai que la construction européenne a su, depuis le traité de Rome, intégrer les pays et territoires d'outre-mer[23], avec les indépendances des années 1960, cette association s'est traduite par les accords CEE-ACP dont la première convention fut signé à Yaoundé en 1963. Or, le volet monétaire n'est pas considéré dans ces accords, sans doute parce qu'à la première signature, le monde était régis par un régime de change quasi-fixe. Les échanges entre l'Europe et ses anciennes colonies ne pouvaient en aucun cas être menacés par les variations des changes.

Les parités entre le franc français, le franc de la communauté financière africaine, le franc de la coopération financière en Afrique centrale et le franc comorien, étant fixes, les fluctuations du franc français dans le SME sont transmises directement aux autres monnaies de la zone franc. Toutes les tensions subies par le franc français dans le SME vont se répercuter directement aux autres monnaies de la zone franc. Ainsi, la politique de désinflation compétitive engagée par la France vers la fin des années 80 va affecter lourdement les économies africaines. En effet, compte tenu de l'écart de développement entre ces économies, il est clair que les priorités ne sont pas les mêmes : La France cherche à rétablir la compétitivité de ses produits vis-à-vis de ses partenaires européens, notamment l'Allemagne, l'objectif des partenaires de la France dans la zone franc est le développement économique, pour ne pas dire l'amélioration des conditions de vie de leurs populations. Et, si l'on regarde bien, la période de crise économique aiguë des pays africains coïncide avec cette nouvelle orientation de la politique monétaire française (milieu des années 1980). Et, ce n'est un hasard, si des voix se sont élevées à cette période pour recommander la dévaluation des francs CFA. En effet, les franc CFA apparaissent surévalués par rapport aux devises de leurs concurrents sur les marchés internationaux. Cette surévaluation conjuguée à la détérioration des termes de l'échange explique la profonde crise des économies africaines de la zone franc. A ce stade, une dévaluation, dés l'apparition des symptômes de la crise, aurait pu atténuer les effets néfastes. Mais, le poids politique qui est l'élément principal de la raison d'être de la zone franc repoussera cette optique jusqu'à la date fatidique du 11 janvier 1994.

3 - La dévaluation des francs CFA

Le 11 janvier 1994, pour la première fois depuis 1945, les parités entre le franc français et les francs CFA vont être modifiées : le franc français va s'apprécier de 100% par rapport aux francs CFA. Cette dévaluation pose un autre problème. Au regard des différences structurelles des économies africaines de la zone franc, une dévaluation uniforme (même taux de dépréciation) peut-elle être justifiée[24]. Oui, si on

[21]quatre représentants pour le Cameroun, deux pour le Gabon, un pour les autres pays (Centrafique, Congo, Guinée équatorial, Tchad).

[22]les douze pays européens, les sept pays de la zone BCEAO, les six pays de la BEAC et les Comores.

avance l‘argument de solidarité. Mais une telle solidarité est asymétrique en faveur du pays dominant. Même si dans la littérature, il est souvent avancé un avantage pour les pays africains de disposer d‘une monnaie convertible, en ne soulignant que de manière sommaire

les contraintes imposées à ces pays[25]. En effet, la zone franc est plus bénéfique pour la France que pour ses partenaires, même si des auteurs, comme Guillaumont S. [1967 ; P. 88] observe que : „l'existence de la zone franc est certainement conforme à certains intérêts privés français ; les entreprises françaises voient leurs relations commerciales facilitées avec les pays de la zone franc ; ceci répond à l'objectif de la zone qui est de stimuler le commerce de l'Afrique et d'attirer les hommes et les capitaux susceptible de contribuer à son développement". Si le gain tiré de la zone franc est évident pour la France, il l'est moins pour le reste des pays de la zone. En fait les soi-disant investissements, s'ils on lieu[26] n'auront pour seul objectif le développement de la métropole et non des pays africains.

A juste titre Balogh [1963 ; PP. 195] ajoute : „Il faut contester vigoureusement le soi-disant profit tiré par les territoires africains de leurs relations „privilégiées" avec les métropoles. Même dans l'après-guerre, l'aide „nette" reçue fut plus que compensée par les concessions ou privilèges commerciaux obtenus en faveur des intérêts métropolitains. le fait que l'administration coloniale, dominée par la métropole, n'ait pas utilisé la fiscalité et les contrôles directes pour accélérer le développement, aggrava le préjudice subi par les territoires dépendants". Ce point de vue de Balogh [1963] montre bien que la zone franc n'a pas été conçue pour aider les pays africains, mais plutôt pour les exploiter[27]. Par ailleurs, il met en évidence les incohérences des accords de coopération signés entre la France et les Etats africains à la veille des indépendances, notamment l'accord de coopération entre le Cameroun et la France. Par ailleurs, la zone franc ne doit pas être dissociée des autres volets de la politique internationale de la France. Dans les négociations monétaires internationales, par exemple, la France ne se limite pas à la république française, mais elle représente l'ensemble des pays de la zone franc. Ce qui lui vaut un pouvoir de négociation plus important par rapport à ce qu'elle aurait été sans ses associés. Qui plus est, il existe une interdépendance entre les différents volets (défense, coopération, politique étrangère, etc...). de la politique africaine de la France, plus particulièrement vis-à-vis des pays de la zone franc[28]. Au bout du compte, Dans toutes les négociations internationales, la France laisse sous entendre, qu'elle ne défend pas uniquement ses intérêts, mais aussi, ceux de ses partenaires africains.

Sans esprit de solidarité inter-africaine, le taux de dépréciation serait différent d'un pays à un autre et d'une sous-région à une autre. Le cas du franc comorien est là pour le montrer. Ceci apparaît d'ailleurs avec clarté dans le tableau suivant.

De ce tableau, il ressort que le taux de surévaluation, même s'il est quasi identique pour les deux sous-régions (29% en Afrique de l'ouest contre 28% en Afrique centrale), varie d'un pays à un autre. Il va de 50% pour le Niger, 35% pour la Côte d'Ivoire à 15% pour le Togo en Afrique de l'Ouest, et de 37% pour le Cameroun, 13% pour le Gabon à 11% pour la Guinée Equatoriale en Afrique Centrale. On peut constater que le taux de surévaluation est presque similaire dans les pays dominants des deux régions (35% en Côte d'Ivoire et 37% au Cameroun). Dès lors, théoriquement, on devrait assister à un taux de dévaluation qui varierait d'un pays à un autre. Mais, une telle opération a une forte probabilité d'entraîner l'éclatement de la zone franc. Là aussi, va intervenir la solidarité entre les pays africains de la zone. Si au niveau du compte d'opérations, elle joue en faveur des pays les moins lotis, elle sera ici à l'avantage des pays dominants (Cameroun, Côte d'Ivoire, Sénégal), même si des pays comme le Niger ou le Congo y trouvent aussi leur compte. Toute la question maintenant est de savoir comment les africains perçoivent-ils cette solidarité? De la réponse à cette interrogation dépendra la survie de la zone franc ou plus précisément de l'organisation monétaire en Afrique de l'après zone franc.

[26]Pierre Moussa [1957 ; PP. 106] remarque : „Il est fréquemment arrivé que l'industrie métropolitaine déploie des efforts considérables pour empêcher l'installation d'une industrie dans les pays d'outre-mer".

[27] D'ailleurs Michel Roussin, ministre français de la coopération souligne : „Il faut se rappeler que l'Afrique, c'est le troisième marché commercial de la France. Les pays africains nous achètent près de 48 milliards de francs (1800 milliards de francs CFA) de marchandises par an. Leurs exportations se chiffrent à moins de 12 milliards de francs (1200 milliards de francs CFA. Bref la France ne s'appauvrit pas avec l'Afrique" Paris-Match du 4 août 1994, cité par Monga et Tchatchouang.

[25]En réalité , les tirages sur le compte d'opération sont limités ; les pays sont contraints de déposer 65% de leurs avoirs en devises dans le compte d'opération. Par ailleurs, il faut noter qu'il existe une mutualisation au niveau du compte d'opération qu'on peut dire que la solidarité réelle se manifeste seulement au niveau des pays africains.

Tableau 1 : Estimation de la surévaluation du taux de change effectif réel des francs CFA (en pourcentage)

	Part dans le PIB de la zone franc (1990-92)	Surévaluation en termes de devises vis-à-vis du taux de change d'équilibre[1]
UEMOA	55	29[2]
Bénin	4	20
Burkina Faso	6	22
Côte d'Ivoire	20	35
Mali	5	19
Niger	5	50
Sénégal	12	26
Togo	3	15
CEMAC	45	28[2]
Cameroun	23	37
Congo	6	30
Gabon	11	13
Guinée Eq.	-	11
R.C.A.	3	18
Tchad	2	12
Ensemble	100	28[2]

Source : Parmentier & Tenconi [1996]

1. Estimation en tenant comte des capacités de productions utilisées, de la relance des investissements, des projections de croissance des exportations, de l'évolution attendue des termes de l'échange et de la réduction du taux de protection.
2. Pondéré en fonction de la répartition du PIB.

III
Pour une organisation monétaire africaine

Concevoir une organisation monétaire africaine suppose un préalable : la souveraineté monétaire des pays africains de la zone franc (1). Une fois cette indépendance acquisition, la solidarité interafricaine doit être le pilier de l'organisation monétaire africaine (2).

1 - La nécessité d'une souveraineté monétaire des pays africains de la zone franc

Si aucune disposition, notamment au niveau politique, n'est prise d'ici 1999, les pays africains risquent d'être embarqués dans une aventure dont ils ignorent les tenants et les aboutissants, puisqu'aucune évaluation sur les coûts et les avantages d'une telle démarche n'a été menée. Il n'est d'ailleurs pas exclu qu'à la veille de la mise en place de l'euro qu'il soit demandé aux pays africains de la zone franc de s'assumer sur le plan monétaire. Nous serions, encore une fois de plus, pris de court comme ce fut le cas pour la dévaluation. Les pays africains de la zone franc doivent comprendre que les accords ou plus précisément que leur coopération avec la France est d'ordre stratégique et non d'une quelconque affection. Ce type de rapport est très bien étudié par la théorie des jeux. En référence à cette théorie, la zone franc peut être considérée comme une coalition ; l'unification monétaire européenne constitue aussi une coalition.

Dans un jeu à N joueurs, une coalition formée par S joueurs est regroupement d'intérêt de ces S joueurs, pour une gestion commune, tel que chaque joueur trouve son intérêt mieux défendu par la coalition que par un comportement individualiste. En d'autres termes, le résultat obtenu par chaque membre de la coalition est supérieur à celui qu'il obtiendrait lorsqu'il agit seul. Il est donc clair qu'un même joueur ne peut pas appartenir à deux coalitions différentes pour un même intérêt. Dès lors comment la France peut-elle appartenir à deux structures monétaires disjointes ? A moins que la coalition « zone franc » soit une sous-coalition de l'euro.

Si la coalition « zone franc » est une sous coalition de l'euro, il est donc clair que la dissolution de la coalition « zone franc » remettrait en cause la coalition euro. En effet, considérons trois joueurs x, y et z. Notons :

$U_x(x)$: l'utilité du joueur x lorsqu'il agit seul ;

$U_x(x,y)$: l'utilité du joueur x lorsqu'il forme une

[28]A la limite, on peut dire qu'il est actuellement quasiment impossible d'être chef d'Etat ou même de faire partie d'un gouvernement dans un pays africain de la zone franc sans l'aval de la France.

coalition avec le joueur y.

La formation de la coalition (x, y) n'est réali-sable que si :

$$\begin{cases} U_x(x,y) \succ U_x(x) \\ U_y(x,y) \succ U_y(y) \end{cases}$$

Ajoutons un troisième joueur (z). Les coalitions possibles sont :

$$(x,y)\ ;\ (x,z)\ ;\ (y,z)\ ;\ (x,y,z)$$

dans ces conditions la coalition (x,y) ne peut être maintenue que si :

$$U_x(x,y) \succ U_x(x,z)$$
$$U_x(x,y) \succ U_x(x,y,z)$$
et
$$U_y(x,y) \succ U_y(x,z)$$
$$U_y(x,y) \succ U_y(x,y,z)$$

Admettons que x représente la France dans le jeu, y les pays africains de la zone franc et z les pays membres de la Communauté européenne. De toute évidence, on aura :

$$U_y(x,y) \prec U_y(x,z)$$

Autrement dit, s'il faut choisir entre la coalition « zone franc » et « zone euro », la France choisirait sans équivoque la zone euro.

Toutefois, on peut se demander s'il est possible de concilier les deux zones monétaires. En d'autres termes, est-il possible de constituer une nouvelle zone monétaire à partir des deux zones ? Notons par ailleurs que de toute évidence que la coalition (y,z) n'est pas réalisable. Déjà que certains pays européens dont les structures économiques sont plus proches de leurs partenaires économiques ne seront pas admis dans le premier peloton de la monnaie européenne à cause des divergences structurelles. Ce ne sont donc pas les structures économiques des pays africains qui permettront une telle intégration monétaire.

La coalition (x,y,z) n'est réalisable que si :

$$U_x(x,y,z) \succ U_x(x,y)$$
$$U_x(x,y,z) \succ U_x(x,z)$$
$$U_y(x,y,z) \succ U_y(x,y)$$
$$U_z(x,y,z) \succ U_z(x,z)$$

Admettons que les pays de la zone franc souhaite une intégration de leur zone dans la zone euro, la question qui se pose ici est de savoir si les pays de la Communauté européenne y trouvent leur compte? Il est donc évident que si $U_z(x,y,z) \prec U_z(x,z)$, les pays de la Communauté européenne refuseront une union monétaire élargie aux pays africains de la zone franc. Dans ces conditions, la France peut être amener à choisir entre les deux zones. Bien évidemment, elle choisira l'union monétaire européenne. Dès lors la probabilité, pour qu'il soit demandé aux pays africains de s'assumer sur le plan monétaire, n'est pas nulle. Or ces pays ne semblent pas être préparés à un tel événement. D'ailleurs, il est souvent indiqué que les chefs d'Etat africains de la zone franc ont demandé à leur homologue français qui leur a rassuré que l'union monétaire européenne ne remettrait pas en cause la zone franc, de le leur notifier par écrit. Mais, autant l'assurance de la France n'a pas empêché la dévaluation des francs, autant elle ne pourra éviter le retrait de la France de la zone franc si les conditions économiques l'exigent. Dans ces conditions les pays africains doivent envisager avec sérieux une organisation monétaire autonome.

Dans le paragraphe qui suit, nous proposons une démarche pour l'organisation monétaire africaine.

2 - L'organisation monétaire africaine

Tout comme dans le cas européen, les différences structurelles des économies africaines peuvent incompatibles avec une politique monétaire unique pour l'ensemble des pays. Dès lors la dissolution de la zone franc paraît inévitable. Chaque pays recouvrirait alors son autonomie monétaire. Ainsi, chaque peuple aura son destin entre ses propres mains. On peut, toutefois, dépoussiérer les propositions de Robert Triffin de 1963, pour envisager la coopération entre les différentes monnaies africaines. Il faut noter ici que le scepticisme de certains auteurs à la création des monnaies nationales dans les pays africains de la zone franc est sans fondement. Ce scepticisme est lié au manque de garant pour ces nouvelles monnaies (Vinay [1994] projet des statuts de la banque centrale des Etats de la CEDEAO). Pour cette tendance, la convertibilité des nouvelles monnaies africaines ne serait assurée que s'il existe un garant. Mais, une bonne gestion de la monnaie nationale est suffisante pour garantir sa convertibilité.

L'organisation monétaire africaine pourrait être conçue à deux niveaux. Au niveau national, chaque pays se doterait d'une monnaie nationale et utiliserait la politique monétaire à une cause : le développement économique. pour les besoins des échanges internationaux, il serait créée une monnaie supra-nationale à l'image du bancor keynésien.

Mais avant tout, quelle stratégie pour la dissolution de la zone franc ?

a - la dissolution de la zone franc

Il existe une forte solidarité en matière monétaire entre les pays de la zone franc. Cette solidarité est visible tant au niveau du compte d'opération que lors de la dévaluation des francs CFA. Cependant, il y a lieu de s'interroger sur la nature de cette solidarité.

Est-elle une solidarité imposée par l'ancien maître ? Dans ce cas, la zone franc survivra tant que le maître maintiendra le contrôle de la classe, attendant qu'un élève indiscipliné, soucieux du bien être de son peuple, décide de rompre le silence. Je vois bien le Cameroun jouer ce rôle. Des signes probants ne manquent à cet effet. Ce pays a acquis le matériel nécessaire pour battre sa propre monnaie. Il a menacé de quitter la zone franc à l'occasion de la dévaluation de janvier 1994. S'il n'est pas contre la dévaluation elle-même, il n'approuve pas l'approche suivie. On peut lire cette désapprobation par le fait qu'il soit représenter, au même titre que la France, par un ministre[29] à la réunion des chefs d'Etat à Dakar. Il bloque le fonctionnement de la Communauté Economique et monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC)[30], qui est une structure jumelle de l'Union Economique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA) mise sur pied en Afrique occidentale, pour une question de leadership dans la structure entre le Cameroun, le Gabon et la France. Sans le Cameroun l'espace BEAC de la zone franc survivra-t-il ? Je n'en suis pas sûr. La disparition de la BEAC peut avoir un effet de contagion sur la BCEAO.

Est-ce une solidarité volontaire entre des pays africains soucieux de partager leur destin ? Dans ce cas, au vue des lamentations de certains hommes politiques africains qui ont interprété la dévaluation des francs CFA comme un lâchage de l'Afrique par la France, position qu'ils partagent d'ailleurs avec certains paternalistes français, il est grand temps que des réflexions soient menées en la matière pour éviter que de tels scénario ne se reproduisent. Dans cet optique, je pense qu'il est nécessaire d'envisager un décrochage par rapport au franc français. Décrochage qui signifie bien sûr la fin d'une époque, la fin de la zone franc. Car on ne saurait imaginer une zone franc sans le franc, et il serait drôle de dénommer une monnaie africaine „franc" à l'heure où l'on parle de l'euro, pour une monnaie européenne. Qu'elle porte le nom de cauris, ou tout autre nom, la monnaie africaine doit avoir une consonance africaine. Contrairement à ce que pensent certains le changement de dénomination, bien que symbolique, est très important .

Au total, que ce soit de l'"égoïsme" individuel d'un soi-disant rebelle, ou que ce soit au nom de la solidarité interafricaine la zone franc est appelée à disparaître. Non seulement, elle ne nous a pas permis le développement économique tant miroité, mais elle a contribué à nous dépouiller de toute dignité comparativement à d'autres pays du continent. l'Afrique de la zone franc ne fait que du sur place, on passe de l'A.O.F. à l'UMOA et de l'UMOA et CEAO (Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest) à l'UEMOA ou bien de l'A.E.F. à la BEAC et de la BEAC et UDEAC (Union douanière des Etats de l'Afrique Centrale) à la CEMAC sans aucun mouvement. On prend les mêmes et on recommence. On recule, mais on a l'impression d'avancer.

Sinon comment justifier le passage de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à l'Union Economique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA) ou de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) à la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) alors que la CEDEAO et la CEEAC furent créer dans un environnement où il existe une union monétaire entre certains pays membres. Les experts en démagogie vous répondront que l'UEMOA se substitue à la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO) et la CEMAC, plus précisément l'Union Economique de l'Afrique Centrale (UEAC) remplace l'UDEAC. Tout se passe comme si les échecs enregistrés par les anciennes structures étaient liés à leur dénomination. Qui plus est, on ne peut déceler aucune incompatibilité dans le décalage entre la zone couverte par l'union monétaire et celle couverte par l'union économique. En effet, l'union monétaire belgo-luxembourgeoise n'a aucunement nui à la réussite de l'intégration économique européenne. Il est donc logique de penser que l'UMOA ne puisse entraver la bonne marche de la CEDEAO. Le comble c'est que l'UEMOA se prive d'une entière jouissance du vaste marché que représente le Nigeria ou du moins limite son accès à ce marché ; de même la CEMAC se priverait du marché zaïrois. Économiquement ces deux structures (UEMOA et CEMAC) n'ont aucune raison d'être ; au contraire, au lieu de trouver un ou des accords monétaires entre les monnaies de la CEDEAO d'une part et les monnaies de la CEEAC d'autre part, on préfère reculer pour faire coïncider l'espace économique à l'espace monétaire préexistant[31]. Mais, tous ces bégaiements ne font que

[29]La France était représentée à Dakar par son ministre de la coopération et le Cameroun par son ministre des Finances.

[30]La CEMA a été créée par un Traité signé le 16 Mars 1994, par les Etats de l'UDEAC. Ce Traité prévoit la mise sur pied de deux institutions qui doivent faire, ultérieurement, l'objet de conventions séparées : l'union économique de l'Afrique centrale (UEAC) qui traitera des questions économiques et l'union monétaire de l'Afrique centrale (UMAC) qui traitera des qusetions monétaires. C'est sur ce dernier que porte le différend entre le Cameroun, la France et le Gabon sur la répartition des sièges.

[31] On cherche à tout réduire à l'espace francophone. Maintenant que le Nigéria a adopté le français comme seconde langue officielle. Sera-t-il admis au sein de l'UEMOA ? Une chose est, au moins, sûre : je vois mal le Nigeria renoncer à son autonomie monétaire au profit d'une tutelle française. Néanmoins, il est fort probable que le Nigéria accepterait une négociation monétaire en Afrique de l'Ouest sans la France.

repousser la mise à mort de la zone franc qui est déjà annoncée avec l'avènement de la monnaie unique européenne prévue par le traité de Maastricht. En effet, l'instauration de l'euro implique la disparition du franc français, et sans le franc français il n'y a pas de zone franc, à moins que l'"espèce" gauloise africaine ne persiste dans sa débilité d'être plus française que les français eux-mêmes. Nous devons consacrer nos énergies sur les voies et moyens susceptibles de nous sortir de cette léthargie. Conscients que la zone franc n'a plus d'avenir, les africains gagneraient en proclamant sa mort qu'en laissant cette honneur à la France[32]. Ils prendraient peut-être leur revanche sur la balkanisation dont ils ont été victimes en conservant les deux banques centrales sous régionales, voire même en les regroupant.

b - des monnaies nationales ?

Aujourd'hui, le simple fait d'avancer l'idée d'une monnaie nationale en Afrique francophone, on vous rit au nez. Puis on vous rétorque, vous ne voyez pas le Zaïre ? Effectivement le Zaïre vit une situation d'hyper-inflation, signe de mauvaise gestion de la monnaie. Mais, on doit aussi se demander une monnaie nationale pourquoi faire ? En analyse macro-économique, il est établi que la politique monétaire est un des instruments de politique économique dont on peut se servir pour atteindre le fameux carré magique (équilibre interne, équilibre externe, croissance et plein emploi). Dès lors, cet instrument peut et doit apporter sa contribution au développement de nos économies. Je ne m'attarderai pas sur les différentes fonctions d'une monnaie. J'insisterai surtout sur ce qui me paraît essentiel pour la compréhension de mon argumentation. Qui dit monnaie nationale dit banque centrale nationale. Et, la banque centrale nationale doit assurer à l'économie un financement monétaire (Michelle de Mourgues [1988], Chaîneau [1995]). Il faut reconnaître que le volet financement de l'économie a été très limité et contrasté dans les pays africains de la zone franc.

Les réformes de 1972, 1973 et 1975 dans l'UMOA et au niveau de la BEAC visaient à doter les instituts d'émission de la zone franc des moyens adaptés pour des politiques monétaires compatibles avec le processus de développement économique. Ces politiques sont confrontées au défi qui consiste à maîtriser la croissance du crédit afin d'assurer l'équilibre de la balance des paiements tout en mettant à la disposition des économiques les ressources nécessaires au développement. En effet, la convertibilité et la stabilité à terme de la monnaie est fonction de l'équilibre de la balance des paiements. Cet équilibre est très dépendant de la politique monétaire menée dans l'économie ouverte. Lorsque l'élasticité à la demande de la production nationale est faible, comme c'est le cas dans les pays africains, toute mesure visant à l'accroissement du volume des crédits à l'économie risque de se traduire par un déséquilibre de la balance des paiements dans la mesure où elle entraîne une augmentation des importations ou une sortie des capitaux. Dès lors la politique de crédit doit être judicieusement conduite. Ainsi, l'expansion du crédit doit être justifiée par une croissance réelle des économies ou par l'effet de l'augmentation des prix des biens importés. Le problème est que la zone franc n'est pas un espace économique structurellement identique soumis à une politique monétaire unique, ce qui crée une contrainte sur les politiques de crédit nationales.

Avec la dissolution de la zone franc, chaque pays doit disposer de sa propre monnaie. Cette monnaie nationale doit être inconvertible, c'est-à-dire sans pouvoir libératoire en dehors de sa zone d'émission. En d'autres termes la monnaie camerounaise ne doit pas circuler en dehors du territoire camerounais.

Pour les échanges avec l'extérieur, il sera créé une monnaie supra-nationale.

c - La monnaie supra-nationale

Cette proposition s'appuie sur le plan Keynes présenté à la conférence de Bretton Woods de 1943 et au rapport Triffin de 1963. Pour les échanges avec l'extérieur les pays africains auront une monnaie commune (le cauris par exemple). Mais on doit distinguer deux niveaux des échanges internationaux : les échanges entre pays africains et le échanges avec le reste du monde.

[32]Sur ce point, Parmentier et Tenconi [1996 ; PP. 205] notent : „N'étant plus associée pleinement à l'élaboration des programmes d'ajustement concernant les pays de la zone franc, la France ne peut accepter que ceux-ci interfèrent sur ces réserves de change. Dans ces conditions, il ne lui reste plus qu'à mettre fin à une situation équivoque et proposer la dissolution d'un système devenu sans objet".

Pour les échanges entre les pays africains, il y aurait une multilatérisation des règlements à travers une chambre de compensation. A l'image de la proposition keynésienne, il n'y aurait pas de devises entre pays, mais des paiements sous forme de virement en cauris auprès de la chambre de compensation. Pour illustrer, admettons que la Côte d'Ivoire achète de la viande pour 15 milliards de cauris au Mali, le Mali achète du matériel agricole pour 10 milliards de cauris au Burkina Faso, et la Burkina Faso achète du bois pour 8 milliards de cauris à la Côte d'Ivoire. Le compte de la Côte d'Ivoire, auprès de la chambre de compensation, va être crédité de 8 milliards de cauris et débité de 15 milliards de cauris soit, un solde négatif de 7 milliards de cauris, le solde du Burkina Faso est de +2 milliards et celui de Mali de + 5 milliards. On retrouve le mécanisme de financement des pays déficitaires par les pays excédentaires du plan Keynes. Les excédents peuvent servir au financement des déficits à venir. Pour éviter que ce processus engendre de l'inflation, il est indispensable de plafonner le financement des pays débiteurs.

La chambre de compensation servirait également de relais pour les échanges avec le reste du monde. Ici, la chambre de compensation peut jouer un rôle proche de celui que joue le trésor français dans la zone franc. Mais dans ce cas de figure, il est impératif que, dans les rapports avec le reste du monde, les comptes de la chambre de compensation soit ou équilibrés ou excédentaires. Considérons que dans ses échanges avec le reste du monde, la Côte d'Ivoire enregistre un solde positif de 10 milliards de cauris, alors que le Mali enregistre un solde négatif de 7 milliards. Au niveau de la Chambre de compensation le solde global serait excédentaire de 3 milliards de cauris. Dans ce cadre, il y a compensation entre pays déficitaires et pays excédentaires dans les échanges avec le reste du monte. Toutefois, il est indispensable que le déficit accordé à chaque pays soit plafonné. Par ailleurs, la compensation entre un déficit avec le reste du monde et un excédent dans les échanges entre pays africains est possible et vice versa. Ainsi, la Côte d'Ivoire peut compenser son déficit de 7 milliards enregistrés dans le commerce interafricain, par son excédent de 10 milliards tirés du commerce avec le reste du monde ; si bien qu'au niveau global la position nette, au près de la chambre de compensation de la Côte d'Ivoire serait de + 3 milliards de cauris.

Cette organisation monétaire soulève deux questions. Tout d'abord, ceux qui connaissent bien l'Afrique peuvent être sceptique à la limitation de la circulation des monnaies nationales uniquement dans le pays d'émission, surtout au niveau des zones frontalières, l'exemple du naïra nigérian est instructif en la matière. Ensuite comment sera définie la monnaie supranationale ?

Sur le premier point, il faut reconnaître qu'une interdiction stricte de la circulation d'une monnaie nationale en dehors de sa zone d'émission relèverait de l'utopie. Toutefois, il est possible de canaliser les paiements à partir d'un certain montant vers la chambre de compensation, pour ce faire, il suffit d'un texte réglementaire commun à tous les pays plafonnant le règlement en espèces. Ce texte réglementaire permettrait non seulement aux banques africaines d'être actives, mais aussi de canaliser l'essentiel des échanges vers la chambre de compensation.

Sur le second point, je n'ai pas une idée fixe. On peut par exemple définir la valeur du cauris par un panier de marchandises (principaux produits d'exportation et d'importation).

Conclusion

Pour remobiliser ceux d'entre-nous qui ont tendance à baisser les bras, rappelons que nous sommes à la veille d'un nouvel millénaire. Nous africains, plus que les autres peuples, avons d'importantes résolutions à prendre. Plus particulièrement la jeunesse africaine a un immense défi à relever : sortir notre peuple du mépris des autres peuples. Nous avons eu par le passé une glorieuse histoire, qui a marqué le monde et qui continue d'ailleurs de le marquer. Nous devons remettre l'Afrique à sa juste place, à sa juste valeur dans le concert mondial. Au troisième millénaire, nos actions doivent empêcher la réduction du monde à quatre continents : l'Europe, l'Amérique, l'Asie et dans une moindre mesure l'Océanie ? Pourtant la géographie nous apprend que le monde est composé de cinq continents, mais à la fin du 20e siècle, il est devenu courant de réduire le monde à quatre continents, voire même trois. La tournée mondiale d'une quelconque ,,vedette'' se limite à l'Amérique, l'Europe, le Japon et parfois l'Australie. Peut-être avec raison, car l'Afrique est souvent considérée comme un prolongement naturel de l'Europe. Ce qui valide la conférence de Berlin de 1884. On ne fait allusion à l'Afrique que pour des drames. Drames dont ceux qui veulent donner des leçons aux africains ne sont pas exempts de tout soupçon[33]. Drames dont les africains n'ont pas le monopole (l'éclatement de l'ex-yougoslavie, la guerre en Tchetchénie). Les africains, notamment ceux de la zone franc doivent se réveiller. Ils doivent prendre conscience que l'Afrique doit compter sur elle même pour assurer son développement.

Bibliographie

Adda Jacques [1992] : „Quelques remarques sur la parité du franc CFA et l'avenir de la zone franc après Maastricht", Observations et diagnostics économiques, Revue de l'OFCE, N° 41, PP.

Balogh T. [1963] : „ L'influence des institutions monétaires et commerciales sur ma structure économique africains", Revue économique, N° 2.

Blardone Gilbert [1994] : „1993 Réflexions sur ... la zone franc, et la monnaie unique européenne : la montée des inquiétudes", in R. Sandretto eds, „Zone franc : Du franc

[33]Si nous considerons le cas du Rwanda, on nous dit tout sauf qui a tiré sur l'avion présidentiel et pourquoi?

CFA à la monnaie unique européenne“, Paris : Les éditions de l‘épargne.

Coquet B. & Daniel J. M.[1992] : „ Quel avenir pour la zone franc ?“, Observations et diagnostics économiques, Revue de l‘OFCE, N° 41.

Gérardin Hubert [1989] : La zone franc: Tome 1 Histoire et institutions, Paris : l‘Harmattan.

Gérardin Hubert [1994] : „Crise économique et/ou crise d‘adaptation dans la zone franc ? le temps des mutations“ in R. Sandretto eds, Zone franc : Du franc CFA à la monnaie unique européenne, Paris : Les éditions de l‘épargne.

Gérardin Hubert [1994] : „La zone franc face à son histoire et aux autres zones monétaires : rapports de domination et dynamique d‘intégration“ in R. Sandretto eds, Zone franc : Du franc CFA à la monnaie unique européenne, Paris : Les éditions de l‘épargne.

Glaser Antoine et Smith Stephen [1994] : „L'Afrique sans les Africains, le rêve blanc du continent noir", Paris : Stock.

Guillaumont P & S. [1972] : „Zone franc et développement : les caractéristiques de la zone franc sont-ils dissociables?", in Tremblay eds „Les effets économiques des dévaluations dans les pays en voie de développement", Montréal, CRDE, HRW, Université de Montréal.

Hugon Philippe [1994] : „Faut-il dévaluer le franc CFA ? Passer de la zone franc à la zone écu", Le monde 4 janvier.

Kabou Axelle [1991] : „Et si Afrique refusait le développement ?", Paris : l'Harmattan.

La zone franc : rapport plusieurs années, Secrétariat du comité monétaire de la zone franc.

Laurent Jean Luc [1994] : „1988 Réflexions sur ... la zone franc : renforcer sa cohérence et son originalité", in R. Sandretto eds, „Zone franc : Du franc CFA à la monnaie unique européenne", Paris : Les éditions de l'épargne.

Laurent Jean Luc [1994] : „1989 Réflexions sur ... la zone franc, la crise, l'Europe. Ambiguïtés et avantages", in R. Sandretto eds, „Zone franc : Du franc CFA à la monnaie unique européenne", Paris : Les éditions de l'épargne.

Laurent Jean Luc [1994] : „1990 Réflexions sur ... la zone franc : sur le fil de rasoir", in R. Sandretto eds, „Zone franc : Du franc CFA à la monnaie unique européenne", Paris : Les éditions de l'épargne.

Laurent Jean Luc [1994] : „1992 Réflexions sur ... Les perspectives de la zone franc et de l'Afrique : contexte actuel", in R. Sandretto eds, „Zone franc : Du franc CFA à la monnaie unique européenne", Paris : Les éditions de l'épargne.

Le monde, 1er août 1973.

Lelart Michel [1993] : „La zone franc face à Maastricht", Revue Tiers-Monde, t. XXXIV, N° 136, Octobre-décembre, PP.

Lelart Michel [1994] : „La zone franc à l'approche de la monnaie unique" in Sandretto eds, „Zone franc : Du franc CFA à la monnaie unique européenne", Paris : Les éditions de l'épargne.

Martin Guy [1995] : „francophone Africa in the context of franco-african relations" in Haberson J. W. and Rotchild D. eds. „Africa in world politics", PP. 136 - 188.

Ministère de l'économie et des finances [1992] : „La zone franc et l'UME", les notes bleues de Bercy, 16-31 octobre.

Monga Célestin [1993] : „Monnaie et politique en zone franc" Afrique 2000, n° 15, octobre- décembre, PP. 65-74.

Monga Célestin & Tchatchouang Jean-Claude [1996] : „Sortir du piège monétaire", Paris : Economica.

Monga célestin, Solow Robert [1996] : Réflexions sur l'équation du progrès économiques" Afrique 2000.

Moussa Pierre [1957] : „Les chances économiques de la Communauté franco-africaine", Cahiers de la fondations des sciences politiques, N° 83.

Mundell R. A. : "A theory of optimum currency areas" American Economic Review, 51, september, PP. 657 - 665.

Parmentier J. M. & Tenconi R. [1996] : Zone franc en Afrique, Paris : l'Harmattan.

Sandretto René [1994] : „Blocs, zones, systèmes et unions monétaires : quatre concepts pour aider à comprendre l'histoire de la zone franc et ses relations avec le SMI et le SME" in Sandretto eds, „Zone franc : Du franc CFA à la monnaie unique européenne", Paris : Les éditions de l'épargne.

Sandretto René [1994] : „La nécessaire et périlleuse réforme de la zone franc" in Sandretto eds, „Zone franc : Du franc CFA à la monnaie unique européenne", Paris : Les éditions de l'épargne.

Sandretto René [1994] : Zone franc : Du franc CFA à la monnaie unique européenne, Paris : Les éditions de l'épargne.

Tchundjang Pouemi J. [1980] : Monnaie, servitude et liberté, Paris : eds Jeune Afrique.

The economist [1993] : „ France and Africa : Franchy silly" 8th May.

Touna Mama [1996] : Crise économique et politique de déréglementation au Cameroun, Paris : l'Harmattan.

Vinay Bernard [1994] : „1980-1986 réflexion sur ... La zone franc : malthusianisme ou laxisme monétaire", in R. Sandretto eds, Zone franc : Du franc CFA à la monnaie unique européenne, Paris : Les éditions de l'épargne.

Vinay Bernard [1994] : „Une zone monétaire exclusivement africaine : réalisme ou utopie ? (l'actualité du rapport Triffin", in R. Sandretto eds, Zone franc : Du franc CFA à la monnaie unique européenne, Paris : Les éditions de l'épargne.

Vizy Marc [1989 : „La zone franc", Paris : C.H.E.A.M.

Sachons compter notre argent avant que l'euro ne vienne coloniser nos tontines!

Techniques et Technologies

SOS à la reconstruction de nos Écoles Primaires!
De l'école buissonnière à l'école fantôme!

Wayang Isidore

Il est désolant le piteux spectacle qu'offrent nos Écoles primaires en plein mois de mars! Les bâtiments en parpaing ou en semi-dur se comptent au bout du doigt, la grande majorité des salles de classe est bâtie avec des matériaux provisoires qui n'ont de durée que celle de la paille de *Laye* (*Lawsonia inermis*). Les écoliers, yeux grandement écarquillés, suivent à la fois ce qui se passe dehors et ce qui s'écrit sur le tableau noir coincé entre deux poteaux fourchus.

Ce qui frappe davantage, c'est la quasi pérennisation silencieuse de ce provisoire qui devient définitif. Nos grand-frères hier sont passés par là; nous avons pris la relève et voilà nous nous apprêtons à passer le témoin aux générations futures sans crier gare. Que faire pour changer le cap en ce moment précis où le découragement gagne davantage les parents qui commencent à se douter de l'importance de l'école?
A notre sens, l'espoir est permis. D'entrée de jeu et de manière fort énergique, nous nous inscrivons en faux contre ceux qui affirment que l'École ne paye plus aujourd'hui.
Et parce que l'École Primaire est la pépinière où germent les Responsables de demain, il faut nous associer pour créer des conditions de travail acceptables à nos enfants et maîtres qui croupissent dans des baraques suintant grossièrement à ciel ouvert.

A l'heure actuelle où l'État n'a plus les moyens de s'occuper de quoi que ce soit, il est nécessaire de recentrer et de canaliser toutes les énergies contributives (paysans, fonctionnaires, travailleurs du secteur privé) pour l'accomplissement de ce projet, ô combien porteur d'espoir.

Comment s'y prendre? Il faut engager une opération de collecte de fonds

-- Les paysans par exemple, bien convaincus du bien fondé de cette opération, peuvent à la vente de coton cotiser chacun une somme de mille (1000) FCFA à déposer dans une caisse spéciale ouverte pour la circonstance.
-- Doivent également contribuer chaque fonctionnaire et travailleur du secteur privé. Rappelons le, aucun village ne peut changer ses structures archaïques sans la participation réelle de ses populations. Une fois ce fonds réuni, des stratégies de gestion et de mise en application de ce micro-projet seront élaborées.

En entonnant ainsi à l'unisson le clairon de la solidarité contributive, les Écoles Primaires changeront de look pour retrouver la physionomie des autres tournées vers le cap de la modernité.

Nous aurions souhaité que l'exécution de ce projet commence dès la campagne agricole 97/98. Loin d'être utopique, il peut se concrétiser si chaque concerné y met du sérieux. Avec de pareilles initiatives, des projets d'électrification et d'adduction d'eau deviendront petit à petit réalité. L'exemple peut nous venir de l'Ouest où ceux-ci ont fait de leur province une région complètement désenclavée et électrifiée où l'eau potable a cessé d'être un bien économique.
Osons aussi et quelque soit les résultats, nous aurions au moins réussi d'avoir osé, d'avoir essayé.

Hommage à mon grand frère

ou

Je ne suis pas Tpuri

Jeanne Tietcheu

Je ne suis pas Tpuri.
Mais j'ai l'occasion de lire régulièrement Ka'arang depuis sa création en décembre 1992. Au départ, il ne s'agissait que de quelques feuilles de format A4, reliées entre elles par une simple agrafeuse. Au fil des semaines, des mois, des trimestres, et maintenant, il est possible de le dire, des années, des feuilles se sont ajoutées les unes aux autres, au point de devenir la belle revue à la couverture orangée que nous recevons aujourd'hui.

Je ne suis pas Tpuri.
Mais j'ai eu l'occasion de voir évoluer le journal. Certes, la ligne éditoriale - promouvoir la culture Tpuri - n'a pas changé. Mais les sujets se sont diversifiés. Et l'on est passé de simples poèmes, de présentations de jeux à des réflexions plutôt denses sur le devenir des sociétés Tpuri, les grands défis écologiques, économiques et culturels, qui se posent à ceux qui se réclament de ce groupe ethnique.

Parce que je ne pas Tpuri,
je n'ai jamais su exactement où situer ma contribution à la construction d'une valorisation culturelle que j'admire. Pourtant, il me semble nécessaire aujourd'hui de prendre ma plume pour rendre hommage à un homme que j'admire profondément, Kolyang Dina Taïwé, le promoteur de cette revue, qui tisse patiemment, avec courage, obstination et bravoure, les fils - que j'imagine parfois très raides - nécessaires à la construction d'une "toile" qui lui est chère, celle de la valorisation et de la sauvegarde d'un peuple qui est le sien. Et c'est en cela que son combat est noble: loin de la bataille ethnique qui consiste à détruire l'autre pour mieux exister, loin de la simple appartenance à une communauté dont on ne sait plus parfois parler la langue, l'action de Kolyang - même si on pourrait lui reprocher de ne pas jouer en faveur de l'abolition des frontières, avec en toile de fonds l'unité africaine telle que l'a souhaitée Nkrumah - a le mérite de mener le combat de l'affirmation de soi-même: "J'existe, je voudrais que vous sachiez que j'existe, et voici comment me reconnaître.“ Voici, à mon sens, comment pourrait se résumer l'essentiel de l'action que mène l'ardent défenseur de la cause Tpuri. Et l'on se prend à rêver que partout en Afrique, des cercles puissent ainsi se créer pour promouvoir les multitudes de groupes qui existent et qui pour certains, sont en voie de disparition.

Je ne suis pas Tpuri mais
je suis africaine. Et l'Africaine que je suis se réjouit qu'un des fils du continent ait eu le courage de mettre en action ce que beaucoup ont souhaité voir vivre, et qui n'a hélas souvent pas vécu après avoir passé le cap de leurs lèvres.

Tumne Mairabne

Articles, où êtes-vous?
Chicgoua Noubactep

Bonjour Ka'arang, Chers lecteurs Salut!

Je suis depuis peu un fidèle lecteur de Ka'arang. Après la lecture du numéro quinze (015) d'avril 1997, j'ai cru bon d'écrire au lectorat du CRCT et à tout jeune Tpuri pour appuyer l'"appel aux articles" de Wayang Isidore. Un adage bien connu de chez nous dit: "quand on ramasse (entendre trouver sans chercher), on ne jubile pas", justement parce qu'on ne peut réaliser le parcours qui aurait conduit à l'acquisition normale. La jeunesse africaine a là une occasion de se connaître à travers la culture Tpuri qui est un maillon de la grande culture africaine. Vous avez bien lu jeunesse africaine! Quand je lis Ka'arang, je vois l'étrange ressemblance avec ma propre culture, comment je suis proche de ce peuple qui était dans ma conscience d'enfant grandissant un peuple de géants militaires farouches au teint bien foncé et aux joues rayées. J'ai retrouvé par ailleurs plusieurs traits de ma culture, mieux ma culture elle même, chez les Xhosas d'Afrique du Sud en lisant la bibliographie de Nelson Mandela et j'ai accepté sa conclusion selon laquelle "nous sommes un même peuple qui parlons plusieurs langues". La jeunesse Tpuri a le grand devoir de faire vivre Ka'arang qui appartient aux oeuvres qui peupleront les centres culturels de l'Afrique.

Toujours dans le numéro 015, j'ai beaucoup aimé l'article de Kolyang intitulé "pour que vive Ka'arang"; voilà un article sans références bibliographiques qui, sans ressembler à une fable, dit au jeune africain qui il est. Les jeunes africains comprennent peu des enseignements dispensés parce qu'il ne se sentent pas directement concernés; à l'école mystifiée qui reste l'école des blancs parce qu'on refuse de l'africaniser, on leur cite des noms étranges dès le bas-âge; et ce sont des gens qui n'ont redit que ce que grand-père dit mieux sans avoir jamais su lire. Oui ils l'ont redit dans une culture dans laquelle contrairement à notre grande culture on réclame la paternité de tout. Je suis d'avis qu'une collection de pareilles articles pourront être mis ensemble et remis, sous quelques forme que ce soit, aux jeunes africains. Car disons le haut et fort, si les sectes s'installent rapidement en Afrique, c'est parce qu'il y a un vide quelque part: le jeune enfant ne connaît pas ce qui est à lui. Pour être "moderne", il "faut pouvoir" parler de Jésus, Mahomed ou Boudha, il faut citer Platon, Shakespeare, Goethe, Rousseau, Kant, Sarte, Vigny ... Ce qui est à lui justement c'est cette société harmonieuse ou religion et vie s'entremêlent, où sans avoir étudié l'environnement, la théologie, l'astrologie et autres ...ologies, on respecte et aide son prochain, on a la joie de vivre et l'habitude de dire la vérité ou plutôt la honte de mentir, on ménage la nature et utilise chacun de ses grands mouvements pour reharmoniser la société. Mais personne ne le lui dit, en contrepartie il est harcelé par les nouveaux prophètes de notre siècle qui pour avoir cru deux jours ou deux semaines à tel ou tel Dieu (ou à une de ses variantes) n'est plus "du monde" et surtout est capable de gémir et de parler "en langue" ...

Et pour que chaque jeune sache qu'il peut écrire s'il en a la volonté, ou plutôt le courage d'oser: l'Amérique est aujourd'hui au premier rang parce que le jeune élève du lycée ou de l'université a le droit de publier un article sans le laisser corriger ou relire par qui que ce soit; cela signifie qu'il écrit sans la moindre pression et en toute confiance. En Europe, il faut encore que le professeur parraine tout, même quand il s'agit des résultats expérimentaux en sciences naturelles. Chacun doit écrire pour se convaincre lui même qu'il le peut et pour que vive Ka'arang. L'autre grand problème des jeunes africains c'est qu'ils n'ont pas confiance a eux-mêmes et curieusement chacun d'entre eux se passe pour connaisseur et quand il veut vous le prouver ou vous épater, il dit: j'ai lu a gauche ou a droite, c'est tel ou tel grand prof. qui l'a dit ... Très bien mais alors la grande question se pose: A a dit; B a écrit; C a prouvé et toi qu'en penses-tu? Qu'as tu fais? Es-tu entièrement d'accord avec eux. Et pour revenir à Ka'arang es-tu entierèment d'accord avec tout les articles publiés? Les as-tu tous compris? As-tu trouvé dans Ka'arang la réponse a toutes tes questions d'ordre culturel? Y a-t-il des thèmes sur lesquels tu voudrais qu'on revienne? As-tu chercheé a faire lire Ka'arang au moins dans le cercle de tes amis?...

J'ai fait exprès de ne pas te vouvoyer parce que le vouvoiement n'est pas africain. En Europe d'ailleurs il n'est pas uniforme; (attention au nombre et a la majuscule!!!) si les français disent "vous/tu", les anglais "You/you", les allemands disent "Sie/du" (Ils/tu). Et pour la petite histoire, dans la société traditionelle germanique on s'adressait directement aux "gens de moindres valeurs" en disant "il" (pas tu) et aux "gens plus importants" on disait et dit toujours "Ils" (Sie). Comme quoi "tu" est réservé aux gens de la même classe!

Je voudrais finir en exprimant le souhait de lire très prochainement dans Ka'arang des articles signés par des noms différents de ceux que je connais déjà.

Le Mur de Berlin m'a rendu polygame

Kolyang Dina Taïwé

(Nouvelle - tous les personnages sont imaginaires)

"Quand tu veux t'amuser avec la vie, la vie joue avec toi!" Cette vérité je l'ai apprise avec la chute du mur de Berlin, ce mur de la honte et de l'idiotie et des errements humains. Devant ce mur qui a donné un autre visage à l'Europe, je n'ai pas pu contrôler mes pulsions phalliques.

Moi, Kouko, je suis né dans la plaine de Daoukro, en Côte d'ivoire, sous le règne magistral de son Excellence, le sage Houphouët-Boigny. À ma naissance, les vents des libertés et des combats des peuples africains étaient arrivés au summum de leurs violences. Les capitales coloniales chaviraient lentement et étaient prises d'assaut par les nationalistes. Enfin, les lumières brillaient dans le firmament africain, en cette fin des années 50. Houphouët-Boigny, sage et encore galant à tourner la tête des plus belles filles de Yamoussoukro, était ministre de la France. Le processus d'indépendance progressait maintenant sans beaucoup de difficultés. La Communauté Française avait été instaurée sous les fanfares de la France qui préparait les pays colonisés à l'indépendance. Seul le fou Sékou Touré aurait refusé d'entrer dans cette communauté, défiant ainsi la sage France. Enragée qu'un de ses fils refusent sa direction, la mère patrie le tuera à petit feu. La voie semblait tracée pour tous ceux qui naissait à cette époque. On progressait sous la conduite de la France, qui enseignait les grandes notions de liberté, qui éduquait à la transition et à la culture de la liberté, qui aidait à la conquête du pouvoir. Mais en Côte d'ivoire, il n'y avait pas de combat, car le seul homme digne de diriger le pays était Houphouët-Boigny. Nous entendions parler de lui, déjà dans ces années de détermination. Et il devint président, sous la dithyrambie de la population abidjanaise en liesse et les joies des paysans dans les villages. Et il se mit à développer le pays commençant par son village, son joyau.

C'est avec joie que je fus envoyé à l'école au lendemain des indépendances. Nous étions la nouvelle génération d'Africains, enfin libres, nés dans la liberté après quatre cents cinquante années d'esclavage et de colonisation. Nous ressentions la liberté créneler dans nos sangs. Nous étions gâtés, chouchoutés. Comme le système n'avait changé que de peau, notre maître, monsieur Kouakou Koulibaly, nous faisait apprendre les récitations des petits Français. Nous nous appliquions à bien comprendre le sens des mots et l'esprit qui animait l'engagement des maîtres. Nous chantions des Fables de la Fontaine que nous oublions aussitôt quand nous étions dans les champs ou gardions les chèvres.

Les écoliers recevaient cahiers, livres et matériels de classe sans jamais apporter un seul sou. Une enfance pleine d'égards. Après les cours, nous nous épanouissions dans les champs, vastes et propres du village. Mon père s'occupait de nous tant que ses autres travaux le lui permettaient. Allant de temps en temps dans les marchés environnants, nous nous réjouissions de ces couleurs que nous fournissait le rassemblement des gens. Le froufroutement des pagnes, le brouhaha, le rire déconcertant des buveurs de bière traditionnelle nous rappelaient l'amère saveur de la liberté, de l'indépendance, de notre propre enfance. Nous étions le point de mire de toutes les vieilles femmes qui nous donnaient toujours les restes de repas rongés aux quatre coins. Et nous grandissions.

Ecoliers, nous nous évertuons de déchiffrer tout ce qui était écrit. D'abord les emballages nous servaient de matière de lecture. Nous les ramassions sur la route ou dans les places du marché, arrivions à déchiffrer les grands titres que nous ne comprenions point. Nous gardions les journaux comme souvenirs. Nos petits frères les volaient souvent et allaient les échanger contre quelques sous chez les vendeuses de beignets. Nous les poursuivions, leur arrachions les sous et allions les échanger contre des beignets chez les mêmes femmes. Dans ce jeu, nous grandissions. Les années se suivirent comme des météores. Nous savourions la joie que nous emmenaient les vacances. Les années étaient toutes les mêmes. Les pluies se suivaient et repartaient avec les saisons sèches. Les jeunes mères devenaient vieilles. Avec les ans, je consommais mes années scolaires. Et je grandissais.

Bientôt l'insouciance de Daoukro prit fin. Ce fut le départ pour le lycée. Je voulus partir à Abidjan. Contre la décision de mon père qui récitait des proverbes sages pour m'en empêcher, je partis pour l'aventure. Car sans aventure, il n'y a pas de maturité. Je partis moins pour l'aventure que pour la maturité. Je connaissais de lointains parents qui étaient partis pour la capitale

depuis

belle lurette. Ils étaient là-bas, entrain de voir les bonnes choses et de manger de l'huile, comme on disait au village. Ce sont toutes ces curiosités de la ville qui firent que je faisais la sourde oreille aux sages conseils de mon père.

Je partis un matin. Les mains vides, espérant l'hospitalité de ces parents lointains. Je partis pour l'inconnu. C'était le premier voyage de ma vie. Le plus long de ma vie. Je partis vers l'inconnu. Mais cet inconnu ne me hantait pas tant, car les nouvelles qui nous venaient d'Abidjan, faisaient d'elle une ville merveilleuse. Abidjan avait des filles et des lumières. La ville avait de l'argent et des diplômes. Je rêvais. Le voyage ne fut pas très long. Empêtré parmi d'autres jeunes dont je n'imaginais pas l'avenir, je pensais à Abidjan. Notre bus de douze places mais rempli avec plus de vingt personnes, surmonté de régimes de bananes, éteignit son moteur à la gare routière centrale. L'anonymat m'accueillit, malgré les bruits qui provenaient de toutes les directions: des cris de passants, les vendeurs de l'informel, des voitures allant dans tous les sens.

Je vis aussi des Blancs. Cela me choqua. A Daoukro, on nous avait dit, qu'à l'indépendance, les Blancs rentreraient chez eux et que le pays appartiendrait désormais à Houphouët-Boigny qui l'avait conduit à la liberté. Ici, ces Blancs semblaient ne même pas se gêner qu'ils n'étaient plus chez eux. Je connaissais quelques hommes à la peau de craie. Chez nous à Daoukro, ils travaillaient à la mission catholique. D'ailleurs, ils étaient inaccessibles, car là-bas ils avaient construit leur cité pourvue d'électricité et d'adduction d'eau, alors que nous continuions à nous nourrir comme dans les années de l'esclavage. C'est pourquoi, je m'étonnais encore plus quand je les vis marcher sur la route. Aussi librement que nous, ceux que Houphouët venait de libérer.

Je marchais en observant le ciel abidjanais. Nous étions au milieu des années 70. Houphouët-Boigny, dans sa folie de grandeur, avait rendu Abidjan un vaste chantier. De gigantesques gratte-ciels supportaient le bleu lit de Dieu. Des grues s'éparpillaient un peu partout dans la ville. Abidjan, la porte de l'Afrique se construisait.

Accolé à l'océan atlantique, Abidjan est une belle ville. Éternellement belle, balayée et propre, elle était pour nous, jeunes paysans, un lieu d'épanouissement, de rêves. Voir Abidjan et rentrer suffisait pour organiser des veillées dans les villages.

Moi, le banlieusard qui ne voulût point paraître campagnard me mit aussitôt à la mode. Je copiais rapidement les comportements des jeunes de mon âge. De larges pantalons, une chemise blanche et une serviette constituaient la tenue des jeunes collégiens et lycéens. Avec cette marque de distinction, nous aimions déambuler dans les rues spacieuses d'Abidjan. À côté de quelques étudiants qui semblaient être des démiurges, les lycéens constituaient le fer de lance de la nation, le futur de l'Afrique. Et nous aimions savourer cette désignation que je ne comprenais pas.

J'ai eu beaucoup de mal à m'adapter à mon nouvel environnement. Tous les efforts semblaient inutiles. J'avais l'impression qu'il y avait toujours de choses à voir et à découvrir. Mais le bouleversement le plus martial fut la rentrée scolaire. Elle était passionnante et déprimante à la fois. Au lycée, en classe de Seconde A, j'étais le seul campagnard. Les jolies filles, aux chaussures polies et luisantes, aux bijoux d'or bien taillés, s'asseyaient toujours loin de moi. Elles venaient en voiture et ne nous jetaient jamais un coup d'oeil. Beaucoup de nos regards se perdaient dans leur inanité. A midi, avant que nous ne leur adressions la parole, elles étaient déjà parties, dans les limousines noires. Heureusement, la sagesse d'Houphouët-Boigny avait instauré l'uniforme. Même en uniforme, de couleur bleue comme l'océan, il y avait toujours des différences. Devant cette marginalisation sournoise, je me rappelais alors les conseils de mon père que j'avais feint d'écouter. Aussi une nostalgie maladive me prit pour les leçons que le vent nous enseignait dans les plaines de Daoukro. Mon père, né et grandi dans cette paix de la savane, se disait toujours avant une compétition ou une épreuve, comme une consolation: “Tous les doigts de la main ne se ressemblent pas!”.

Ici, nous fréquentions le même lycée, mais comme des doigts de la main, nous étions tous différents. Ce fut là la première leçon que je tirai de mes premières semaines. On se parlait dans la cour de l'établissement, mais quand la cloche sonnait, chacun prenait sa route, tâchant de jouer à fond le rôle que l'indépendance lui avait assigné. L'indépendance signifiait la construction des classes sociales dont les intrépides efforts du président consolidait les différences. Gauches et sales, nous ne savions pas comment nous comporter, nous les pauvres. Pendant que nous allions en pause de midi, je tournais dans les magasins des beaux quartiers donnant l'impression que j'habitais dans les quartiers des riches et quand personne ne m'observait, je glissais rapidement dans les ruelles qui menaient au bidonville où mon oncle habitait.

Mon oncle, Adama, habitait alors une petite maison en tôles rougies par les intempéries. Toute la maisonnée composée de deux femmes et six enfants se partageaient les deux chambres. Nous, ceux pour qui il était tuteur, au nombre de trois, dormions dans la cuisine, un laid assemblage de planches soutenues par deux ou trois poteaux. Des tôles noircies par la fumée de la cuisine couvraient cette hutte désolée.

Chaque matin, quand nos tantes se levaient tôt pour préparer leur bouillie du petit déjeuner, nous nous devions de nous lever pour leur laisser la place. Alors nous arrangions nos quelques biens personnels et les enfermions dans des malles rouillées qui nous servaient d'armoires. Alors nous les accolions au mur, loin des étincelles qui provenaient des foyers. Nous étions comme toujours prêts pour un quelconque départ.

Pendant le soir comme nous vivions dehors, cela ne nous dérangeait pas outre mesure. C'est à l'arrivée de la nuit que les choses se compliquaient. Où aller? Surtout quand une de nos tantes voulait "garder la bouche" de son mari en lui préparant un bon repas huileux. En ces nuits, c'était l'impasse. La misère. Nous attendions qu'elle finît de travailler - et cela pouvait durer le temps que mon oncle rentrait de ses pérégrinations nocturnes. Alors nous tenions la veillée jusqu'à ce que Adama arrivât et prît son repas de mari. La nuit tombante constituait donc pour nous une sorte de défi. Moi, je m'arrangeais toujours à renvoyer mes visites avant que le soleil ne se couchât. Soit je me portais volontaire pour les accompagner soit je leur proposais de les amener en ville, dans des petits coins que j'avais découverts pendant mes solitaires promenades.

Ainsi les années passaient. Je grandissais. Nos tantes étaient très gentilles. Elles travaillaient comme des chameaux pour nous rendre la vie un peu facile et nous les aidions parfois à porter des sacs de farine qu'elles achetaient au marché.

La première année se consomma vite. Je passai en première. Mon oncle me trouva une place de stage au port. Adama travaillait dans un service rattaché au port. Il connaissait quelques gens qui rôdaient dans le port en quête de leur pitance. Là, je ramassais des sacs céréales destinées à la nourriture du bétail européen et les mettais dans un immense hall. Devant ces millions de sac, j'eu la toute première illumination de ma petitesse. Je n'étais rien. Mais allant en classe de première, je refusais délibérément de croire à ce message que mon âme m'envoyait comme signes précurseurs d'un profond changement.

Un mois avant la rentrée scolaire, je partis pour le village. Revoir Daoukro me rongeait l'estomac. A chaque kilomètre parcouru, je revoyais les splendides champs, les arbres, le vert bien lourd du paysage. Les villages dispersés dans la forêt dont le bois finançait les gratte-ciel abidjanais étaient paisibles. Les femmes, dans leurs lourdes beautés, marchaient le long de la route avec des paniers au dos dont la corde tirait sur le front. Cette connivence me rappela ma propre enfance. Quelques nuages se perdaient dans un ciel dégagé des ongles abidjanais qui grattaient toujours le firmament. Une douceur indescriptible couvrit mon âme d'une voile de beauté.

Une folle paix se saisit de mes entrailles quand je revis mon village. A la descente de la gare routière, un petit sac à la main, j'humais un vent que mes viscères n'avaient plus jamais eu depuis mon départ pour la grande métropole.

Les bâtiments, les arbres et les ruelles dégageaient un poème qui parlaient à mon âme. Ce sont mes petits frères qui accoururent m'accueillir à l'entrée du quartier. Je me sentais bien. Ils s'accolaient à mon beau pantalon. Ils avaient grandi, dans l'intermède du temps. Un d'entre eux me prit le lourd sac. Ma mère avait quitté la concession et suivait, à petits pas, les enfants qui allaient plus vite qu'elle. Quand je la joignis, elle remercia Dieu, joignit les paumes des deux mains qu'elle imbiba de sa salive et les posa sur mon front.

Nous nous tinmes là pour quelque temps. Elle récitait sa prière de bienvenue. Ce temps me parut très long. Nous regagnâmes la concession paternelle. Mon père assis sous le hangar devant sa hutte attendait mon arrivée. Je me courbai, entrai sous le hangar et lui serrai la main. Avec respect. Il me souhaita la bienvenue.

Dans la veillée qui suivit mon arrivée, on demanda des nouvelles d'Houphouët-Boigny, des gens du village vivant à Abidjan, et enfin de mes études. Je n'avais pas beaucoup de choses à dire, mais j'avais l'impression que cela n'intéressait personne. Ils posaient des questions sur Abidjan comme si je fus le maire de la ville. Je répondais à leurs questions. Parfois je mentais pour ne pas paraître bête. Je ne voulais pas dire des invérités mais les attentes des gens étaient tellement grandes que je me découvris entrain de dire des âneries. J'étais devenu différent. Mais c'est quand j'ai rencontré mes amis que la différence se fit sentir. Ils me racontèrent leur vie pleine d'aventure. Ils me contèrent la vie des enseignants. Quelques uns étaient entrés dans les plantations que le sage président faisait promouvoir à l'époque. Les exigences de la vie, confrontée aux mille combats, nous poussaient dans des directions différentes. Parfois, je les suivais dans leurs occupations sans y participer.

Et enfin, ce fut le départ pour la ville, le retour à Abidjan. Je m'évertuai à donner une bonne direction à mes études. Quand je revins, mon oncle, ayant pris une nouvelle femme, avait emménagé la cuisine en chambre à coucher. Là, il avait mis la deuxième épouse avec ses deux enfants. La cuisine, elle, se faisait maintenant en plein air.

Nous dormions dès lors dans la chambre de séjour. Comme cette dernière était commune, nous étions donc toujours les derniers à dormir. Pour ne pas toujours attendre, nous allions nous promener en ville et revenions au moment où l'oncle s'apprêtait à fermer la porte centrale. L'école recommença. Mais habitué aux rouages abidjanais et aux espiègles comportements des filles du lycée, j'étais maître de la situation que j'essayais de contrôler au mieux.

Comme je ne travaillais pas mal, une jeune jolie fille baoulé, issue elle aussi de la campagne, mais vivant déjà depuis longtemps à Abidjan, me demanda de l'aider dans les devoirs. Cette connaissance vint d'une manière insolite. Depuis quelques jours, avant d'entrer dans la classe, elle me fixait longuement et faisait des grimaces que je déchiffrais mal. Je ne répondais pas. Car je me méfiais depuis peu des filles abidjanaises. J'étais déjà intégrer car j'avais appris les préjugés de la capitale. Des histoires couraient le lycée que les filles, surtout bété, ne cherchaient que l'argent et amenaient toutes leurs familles habiter chez le mari. Alors je me méfiais. Mais Dattion Julienne était différente. J'allais découvrir ses qualités.

Ce jour-là, je savais qu'une expérience se fermentait dans son coeur. Elle avait bien préparé la première rencontre tête à tête. Pendant la pause de midi, alors que je flânais derrière les hauts et beaux bâtiments de la ville, avant de disparaître en catimini dans le bidonville, je la vis surgir de la rue des banques. Elle avait troqué sa tenue de classe contre un jeans bleu et une camisole blanche. Le pantalon lui serrait la chair et l'ample chemise lui donnait l'impression d'une galante en quête d'un cavalier. Le vent sifflait doucement sur la camisole qui frôlait son bustier duquel pointaient deux petites mangues dures. Je feignis de l'apercevoir. Elle marchait galamment, dandinant sur ses pieds pour faire apparaître sa félinité. Du coin de l'oeil, je l'observais. A mon hauteur, elle se tint, fit volte-face. Son mouvement brusque souligna sa beauté. Son corps captiva toute mon attention. Bouche bée, j'étais interdit. Ayant fait démonstration de sa beauté et de sa finesse, elle me fixa, et un sourire sincère m'invita. Je me détachai petit à petit de mon interdiction et répondit par un nonchalant sourire qui libéra mon âme. Dès que ce mur de Berlin qui nous séparait fut détruit, nous nous donnâmes la main. Ensuite, nous marchâmes l'un à côté de l'autre. J'étais heureux. Ce jour-là, nous manquâmes les cours de l'après-midi et allâmes nous promener dans les jolis parcs du lac. J'étais fou de bonheur.

Quand nous nous séparâmes au coucher de soleil, je sifflais comme un fou. J'avais découvert un coeur. Une fille d'Abidjan qui m'aimait était pour moi le comble du bonheur. C'était le début, la porte d'entrée au paradis. Je me laissais conduire par Julienne dans les lianes amoureuses dont elle semblait maîtriser les rouages. Nous nous aimions. Mon coeur me pinçait toujours quand je la voyais venir et ses regards parlaient à mon coeur.

L'année fut blanche. J'avais tout râté. Le seul gain était l'amour qui m'avait un peu mûri. Pourtant, j'avais été sage dès le début de notre amour. J'avais demandé à mon pénis de ne pas bouger. Il avait obéi pendant des mois. Mais à la fin de l'année cependant, ce dernier m'avait trahi. Julienne était enceinte. Nous étions deux jeunes enfants de dix-sept ans. Maintenant, nous étions auteur d'une vie. Julienne, ayant caché sa grossesse pendant des mois, fut jetée dehors au septième mois. C'était en saison de pluies. Ce jour-là, j'étais couché dans la chambre de séjour de mon oncle quand je vis la silhouette de Julienne à la fenêtre. Elle était éplorée. La beauté séduisante du premier jour l'avait quittée. Seul son ventre poussait. Elle était maigre comme une aiguille. Elle était laide. Ses yeux me fixèrent longuement. Je baissais les yeux. J'avais honte de mon acte. Alors, je l'invitai à entrer. Ma tante nous observait du coin de l'oeil depuis la cuisine en plein air. Julienne prit place dans le sale fauteuil qui nous servait de lit la nuit.

- Mon tuteur m'a chassée, dit-elle, en ravalant son sanglot.

Je la fixais toujours sans mots.

Ma tante, dans un acte qui me sauva de l'honneur familial, apporta de l'eau à boire à Julienne. Cet acte me donna beaucoup de courage. Elle but d'un trait. Mon affection pour elle revint. Pendant que je la regardai et entendais la musique de l'eau descendre sa gorge, je compris profondément la sagesse de la femme. Pendant que je réfléchissais et restais ainsi perplexe devant elle, ma tante, Hawata, vint s'asseoir aux côtés de Julienne. Elle lui prit la main, la caressa doucement sans un mot. Je vis de belles perles de larmes couler sur le sublime visage de mon aimée. Mon amante que j'avais perçue quelques minutes encore laide était devenue sublime. Maintenant je l'observais avec beaucoup de détermination. Ma tante se leva, alla dans la cuisine, lui amena un repas. Ce fut le repas de consécration, le repas de noces. Hawata ne m'avait jamais vu aussi perplexe et sans issue. Ces derniers mois, son instinct avait ressenti mes combats. Souvent quand je prenais mon repas, elle me taquinait avec des questions pertinentes comme:

- Mais toi, que fait ton école? Depuis que tu ne dors plus dans la cuisine, tu es devenu moins intelligent, me semble-t-il!

Souvent, je lui répondais de mes aventures dans la ville, je lui parlais des rues, des marchés, des professeurs, des embouteillages de taxis etc. Mais depuis quelques temps, elle avait remarqué que j'étais devenu taciturne. Je prenais mon repas. Je lavais les assiettes et les arrangeais à leur place. Je ne répondais pas aux taquineries de ma tante. Elle dut percevoir mes difficultés.

Après avoir mangé, Julienne se leva et suivit ma tante dans la cuisine. Hawata, première épouse de mon oncle, comprenait les difficultés de deux jeunes enfants jetés à leur propre sort.

Alors elle m'appela sous le hangar où se trouvait la cuisine. Hawata ne savait que trop bien qu'à l'arrivée de mon oncle, nous serions mis dehors. Elle nous offrit sa médiation que nous acceptions comme une faveur imméritée d'Allah. La seule condition était que nous quittions encore aujourd'hui la demeure de son mari. Elle voulut que nous repartîmes à Daoukro. Mais je m'opposais énergiquement à cette proposition. Ma mère serait attristée par cette nouvelle au point de ne plus vouloir vivre. Comprenant le problème, elle se proposa de nous accompagner chez une de ses connaissances qui avait un studio à louer.

Nous quittâmes la maison. Nous nous enfonçâmes dans le bidonville. Par endroits, il n'y avait plus de route. Une planche dansante état posée sur les égouts servant de pont. En marchant, nous nous collions aux murs comme des chenilles. Le pantalon retroussé, les pagnes tenus par la main gauche au niveau des genoux, nous arrivâmes chez Astawou.

-- Assalamaleikou! annonça Hawata notre arrivée.

Astawou, une jolie femme, ronde, les traits bien fins, sortit nous accueillir après avoir répondu:

-- Leikoumsalam!

Les femmes parlèrent beaucoup. J'étais abattu. Après quelques temps, Astawou sortit au devant de nous et nous accompagna au studio situé à la lisière du bidonville. Là, il n'y avait plus de simulacre de route. Non loin de là, les gens venaient déverser les déchets des latrines la nuit. Une odeur de miasmes s'en dégageait, quand le vent changeait de direction.

Nous arrivâmes au studio. Il se composait de deux chambres trop petites. Mais, mes deux années et demies d'Abidjan m'avaient enseigné beaucoup de choses sur les chambres et les familles de la ville. Les deux femmes nous offrirent leur aide.

-- Si vous avez besoin de quelque chose, ne manquez pas de me demander, nous rassura Astawou.

Nous avions besoin de tout. Des premières nécessités de cuisine, d'amour, de reconnaissance, de compréhension ...

Quand les deux femmes partirent, nous nous retrouvâmes seuls. L'amitié est une chose, la responsabilité une autre. L'amour, dans le calme d'une nuit, est le poème du sublime dans nos coeurs, mais la parenté est une réalité écrasante. Nous étions seuls: Julienne et moi. Elle était enceinte. Son ventre gonflé me fixait. Dans ce sac bien tendu se trouvait le produit de nos amours.

Notre studio était vide. Nous n'avions même pas un lit. Nous n'avions ni marmites ni assiettes. J'observais la fenêtre à moitié pourri. Je la fermais et fixais encore la forêt qui s'étendait au loin dans une beauté laiteuse. Julienne avait enlevé son pagne et l'avait accroché sur un clou fixé au mur. Je lui lançai un regard du coin de l'oeil. Je vis son ventre. Comment l'amour que nous avions fait en silence pouvait-il ressortir aussi dangereux dans son ventre? me demandai-je. Surtout que nous avions de grandes difficultés à trouver un lieu calme et solitaire pour nous aimer. Ses jolis seins noirs que j'avais tant caressé et sucé commençaient à pendre félinement comme la descente d'une colline. Pendant que je l'observais, ma jolie femme s'était fabriqué un balai, je ne sais comment, et chassait maintenant un nuage de poussière dans le studio. Elle toussait. J'eus honte. J'allai vers elle et lui prit le balai des mains et commençai moi-même à chasser la poussière.

Maintenant, le soleil penchait sa tête. Le studio était propre et sobre. Comme elle avait deux pagnes, elle étala un au sol et s'y coucha. Moi, j'étais à la fenêtre. Je jetais mes regards sur la forêt avoisinante. Elle s'étalait non loin de là et se refermait sur ses mystères et ses secrets. Les nuages dorés d'un après-midi tardif accueillait le vert sombre des arbres. Je réfléchis pendant que la noirceur du coucher de soleil m'arracha la forêt des yeux.

Le soleil se coucha. J'étais devenu mari. Je ne sus plus comment les choses se passèrent. Julienne passa la nuit sur le sol. Je dormis à la fenêtre. Notre nuit nuptiale fut une catastrophe sentimentale. Nous avions probablement savouré les joies des noces avant la date fixée, comme des parents qui empruntent l'avenir de leurs enfants pour rembourser leurs dettes passées.

Le matin, quand le bidonville se réveilla sous la torpitude et l'esclavage des temps, nous remarquâmes que nous n'avions même pas une goutte d'eau pour laver notre visage. Nos estomacs vides criaient. Nos visages sales avaient mûri en une nuit. Maintenant, je perçus précisément la profondeur de mon acte. L'amour que nous faisions le soir sous le pont avait engendré un monstre hideux qui nous mettait devant la responsabilité.

Avant que je ne parte de la maison, de ma maison, pour chercher mon premier emploi rémunéré au port d'Abidjan, Astawou eu la divine sagesse d'envoyer une de ses enfants avec un petit déjeuner composé de quelques beignets dorés, du poisson braisé et un seau. La valeur d'un repas se mesure au ventre vide. Nous avions passé une nuit de famine. J'observais la petite Djawarla, innocente qui pourrait aussi échouer sous les promesses d'un mari et finir dans un bidonville. Elle pourrait devenir la copie de notre propre histoire. Je plaignis un peu les filles. Nous lui demandâmes où se trouvait le puits du bidonville. Elle ne nous livra que de vagues informations:

-- On achète de l'eau chez Kaoukakou!

Comme elle devait aller à l'école, elle nous quitta. Nous demandâmes de l'eau à nos voisins. Mariette nous donna un petit seau plein d'eau. La solidarité dans la misère est la plus solide. Nous nous lavâmes le visage. Les latrines pourries étaient à moitié gâtées. Je pris deux morceaux de briques que je mis à l'ouverture et fabriquai ainsi une entrée. Un morceau de tôle rouillée constituait le seul mur contre les regards du dehors. Même dans le bruyant bidonville, l'intimité des toilettes est humaine. Je plantai un poteau et y attachai la tôle. Construisant ainsi notre première latrine dans le bidonville. Avec mes dix-neuf ans, j'avais maintenant une maison, une femme et bientôt je serai père.

Etant sûr que mon oncle était parti au travail, je passais à la maison et vis ma tante, Hawata:

-- Bonjour, tante!

-- Bonjour, Kouko, comment avez-vous passé votre première nuit? demanda-t-elle, sérieuse.

-- Misérable, répondis-je honnêtement.

Elle m'offrit à manger. Je refusai. Gentillement. De la manière des grandes personnes qui maîtrisent leur mal, puisque j'avais grand-faim. J'avais grandi en une nuit. Elle le remarquait aussi, en intelligente femme.

Je ne m'étais même pas assis. Je me tenais toujours adossé à la porte.

-- Tante!, appelai-je.

Je dois avoir appelé tellement comme un cri de détresse que ma tante arrêtât de travailler. Elle se leva, vint vers moi et se tint non loin de la porte, fixant le jeune qui avait grandi trop vite que j'étais encore. Elle ne dit rien.

Elle m'écoutait. Je fus rassuré. Je continuai:

-- Je voudrais que tu me prêtes vingt mille francs pour que je puisse aménager notre studio.

Ma tante m'écoutait. Sa face ne mansifestait aucun sentiment. Elle défit un coin de son pagne et me tendit deux billets: un de dix mille francs et un de cinq mille. Même si je savais qu'elle était toujours prête à m'aider, je fus surpris par sa prompte réaction. Je prenais l'argent en me courbant en signe de gratitude. Je savais qu'elle me tendait ce qu'elle avait. Tout ce qu'elle avait.

Je la remerciai et redisparus. Je rentrai à la maison. Mais Julienne n'était plus là. J'observais le studio. Elle avait prit son pagne et avait disparu. Une lourde solitude pesait sur les deux chambres. J'eus très peur. Sans cadenas, la porte était tirée. Je partis rapidement demander à Mariette, la seule habitante du bidonville que nous connaissions, si elle avait vu Julienne. Elle me rassura:

-- Elle est partie chercher de l'eau, me répondit-elle.

Je revins à la maison. Je m'adossai à la fenêtre, de laquelle je jetai mes regards sur le lointain.

Quelques temps plus tard, ma jeune femme arrivait avec un seau d'eau sur la tête. Je l'étais à porter la charge au sol.

-- Prends ceci et achète tout ce qui concerne la cuisine!

Je lui tendais le billet de dix mille. Elle me fixa de ses beaux yeux attendris. Elle aquiesça de la tête. Je me trouvai dans un rôle pour lequel je ne m'étais pas préparé, pour lequel je n'étais pas mûr. Soudainement, j'étais un mari donnant des consignes.

Je repartis. J'allais tout droit au port. J'eus beaucoup de chance. Peut-être est-ce le fait que les années grasses avaient mis le port sous une haute activité économique. Au début des années quatre-vingts, le port était le hub de l'Afrique de l'ouest. Je n'y connaissais personne. Mon oncle travaillait dans un autre service qui n'avait rien à faire avec le port. J'allai voir le chef du personnel. Je ne sais quel courage j'ai eu pour ouvrir toutes ces lourdes portes. Mais souvent, dans la contrainte, le courage anime l'âme. Le chef du personnel m'embaucha directement pour la semaine suivante. Je redescendis rapidement et partis pour le marché central. J'avais cinq mille francs et il y avait tellement de choses à acheter que je me noyais dans les exigences. Il fallait un lit, des sièges, des chaises, des habits etc.. J'avais souvent rêvé de vastes maisons bien garnies. Mais entre mes rêves et l'argent que j'avais en poche, il y avait des kilomètres. Entre ce que j'aimais et ce que j'avais à la maison comme responsabilité, il y avait deux rives d'un fleuve.

Arrivé au marché, je demandai le prix d'un matelas:

-- Quinze mille francs, me répondit le vendeur et se tourna vers un autre client mieux habillé que moi.

Je m'éloignai en catimini et disparus rapidement pour ne pas tirer l'attention des autres clients. Non loin de là, j'achetai deux draps, passai au marché informel, et avec le reste de l'argent, emportai deux nattes.

Portant ma charge, je rentrai au bidonville. Ce fut un miracle que de porter les objets jusqu'à la maison. Quelques enfants du quartier, pour utiliser un meilleur mot que le lieu où nous habitions, m'aidèrent à porter les objets. La nouvelle avait fait le tour du bidonville. Tout le monde savait qu'un jeune couple avait emmenagé dans le bidonville.

Julienne avait fait du miracle. Elle avait emmenagé le studio en un lieu où jaillissait maintenant un peu de vie. Je ne faillis plus reconnaître nos deux chambres. Elles étaient propres. A la fenêtre pendait un rideau formé d'un pagne sur lequel étaient sculptées deux têtes des chefs d'États ivoirien et français. En lauriers, on pouvait lire: Vive l'amitié franco-ivoirienne. Je les observai, rêvai un peu de la France, cette grande métropole qu'est Paris, mais revint aussitôt à la nudité de notre réalité.

Dans une des chambres, Julienne avait emmenagé un semblant de coin de séjour. Au dehors, un foyer de trois pierres, avait été emmenagé. Je reconnus la prochaine cuisine. Elle prit les objets, demanda aux enfants venus m'accompagner de les poser dans l'autre chambre. Quand ils furent partis, la belle Julienne m'appela et me conduit dans la chambre qu'elle avait balayée. Un sac de riz, un sachet de poissons séchés, des légumes secs se tenaient là. J'eus chaud au coeur qu'elle ait pu utiliser si sagemment cet argent. J'eus aussi honte que mon argent n'avait pas pu acheté autant de choses.

Nous posâmes les nattes au sol. L'une sur l'autre. Au-dessus nous étalâmes les draps. Je partis prendre mes sacs chez mon oncle. Maintenant la vie entrait au studio.

Avec la vie qui entrait au studio entrait aussi la misère. Nous n'avions rien fait pour que la misère vienne ainsi nous accueillir. Et les jours commencèrent à passer. Chaque jour apportait sa misère. Chaque nouvelle connaissance du cercle des bidonvillois nous miroitait la misère et la hargne de la vie. Chacun vivait au jour le jour. Des dettes venaient s'ajouter aux anciennes. Je ne voyais pas où mon salaire allait. Chaque fin du mois apportait les débiteurs. Comme Julienne était à terme, nous vivitions avec ce que je gagnais.

Quand naquit notre fils, Yannick, ce fut l'éphémère joie d'un père. J'avais pris de nouvelles dettes pour payer les objets nécessaires pour la naisssance. Seule l'aide conjugée de Mariette, Astawou et de ma tante, Hawata, sauvèrent la vie à Yannick et sa mère. Les trois femmes, une coalition divine, nous offrirent les premières nécessités. Elles venaient masser la jeune accouchée, elles lui apportaient la bouillie. Elles payaient les factures. Cet engagement, sans arrière pensée, sauva la vie au petit enfant. Bientôt, la routine revint habiter nos entrailles. Les bidonvillois, trop occupés à survivre, semblaient oublier que nous étions des leurs. La vie était toujours la même. La même soupe sans viande. En des jours spéciaux, ma belle femme nous servait des sauces dans lesquelles se noyaient quelques arêtes de poissons secs. Je travaillais mais je ne savais pas où allait l'argent. Trois mois après son accouchement, Julienne commençait un petit commerce pour s'acheter les nécessités de la cuisine. Nous avions toujours le vieux matelas que nous avait donné ma tante. Le matelas était puant. Les urines de Yannick y avaient laissé des taches bien noires. Nous mangions toujours la même semoule de maïs remplie d'asticots. Je commençais souvent à me fâcher sans raison. Julienne me supportait tant bien que mal. Mes accès de colère devenaient nombreux quand la fin du mois arrivait et que les débiteurs retrouvaient la route qui menait chez nous. Bientôt, Julienne comprit ses sauts d'humeur.

Le comble de notre misère fut quand Julienne tomba de nouveau enceinte. Seulement une demie année après la naissance de Yannick. Je fuyais pratiquement le foyer. Plus d'une fois, j'ai pensé déserter la maison. Mais où aller? Nous n'étions pas mariés, il est vrai. Mais où fuir quand on est auteur d'un acte qui nous suit. Cependant, j'ai souvent réfléchi de partir sans laisser de traces. Je buvais pour noyer mes problèmes. Mais ces problèmes nageaient sur la nappe de bière dans laquelle je me noyais.

Un jour de 1984, je pris tout mon courage. Julienne devait être au cinquième mois. Je décidai de l'informer de mes plans. Je ne savais pas par où commencer, quoi dire et comment le dire:

-- Nous devons faire quelque chose pour sortir d'ici, parlai-je juste pour dire quelque chose.

Julienne feignait de m'écouter. Elle tourna son visage vers la chambre à coucher où Yannick jouait. Je me sentis subitement seul, délaissé, un peu comme trahi. Je me ressaisis rapidement. Elle ne parlait toujours pas. Je connaissais cette situation où je quêtais son approbation et elle me la refusait énergiquement. Souvent devant ce mur, je me suis résigné. Je partais alors en compagnie d'autres bidonvillois. Mais aujourd'hui, je ne voulais pas fuir:

-- Tu crois que le bon Dieu nous fera gagner à la lotterie nationale? demanda-t-elle comme si elle parlait au mur.

Au menuisier du bidonville j'avais pris une table et quelques chaises à crédit. Je me levai et allai m'asseoir un peu loin d'elle, pour lui signifier que j'évitai la confrontation.

J'avais vingt-trois ans. Maintenant, je réalisais qu'il fallait que j'agisse ou que je meure comme les autres. Et du bidonville, tous mouraient. Lentement. Morts, ils feignaient de vivre.

Julienne prit Yannick, l'amena aux toilettes, lui mit son pyjama et l'envoya au lit.

-- Tu ne sors pas aujourd'hui? demanda-t-elle.

-- Non, répondis-je sobrement.

Elle vint. Avec son ventre qui commençait à pouser, elle prit place dans un semblant de fautueil que la gentille Astawou nous avait donné à la naissance de notre enfant. Je ressentis aussitôt son beau coeur quand elle dit, plus tendrement:

-- Comment veux-tu qu'on sorte de ce trou? Vois, depuis que Yannick est né, tes parents ne sont même pas venus pour l'obligatoire cérémonie de nomination. Mes parents attendent la dot si tu veux que nos relations se normalisent. Si ce n'étaientt pas la gentillesse et la coalition des femmes, croyant à l'humanisme, comme Mariette, Astawou et Hawata, on serait mort depuis des mois. Le bidonville, c'est d'abord la commune mort, l'assignation à la misère collective. Seule la coalition contre les forces du méchant permettent aux bidonvillois de ne pas mourir de famine et de froid. L'humanisme est plus fort que le bidonville.

J'écoutais attentivement Julienne. Dans la profondeur abyssale de notre misère, elle parlait tendrement. De cette voix que j'ai tant écoutée, jaillissait une profonde sagesse. J'étais surpris et ravi à la fois. Je compris que, elle aussi, le temps l'avait mûrie. Elle continua:

-- Avec deux enfants, je ne peux plus continuer mes études. J'ai peut-être commencé à mourir. Mes racines pourries commencent à sécher mon espoir. Je prie que je ne transmette pas cette misère à mes enfants.

A travers ses mots, je percevais la lourde amertume qui lui rongeait le coeur, la profondeur de sa croyance en l'humanisme. Sa jeunesse avait été trop courte. J'avais à faire à une femme qui a trop vite vieilli. Maintenant, je la comprenais. Je percevais la profondeur de ses contraditions, comme la misère de tous les bidonvillois.

Maintenant, je la comprenais. De tout mon coeur. Comprendre une femme c'est la suivre dans ses discours, dans ses pérégrinations sentimentales. Le coeur de la femme c'est un puits. Et dans les bidonvilles, ce sont elles qui sustendent la vie, qui la relie au Divin afin que la famille reste en vie.

-- Je pense qu'il faut que je parte. Je ne sais pas encore où. Mais je vais devoir partir pour ramener quelque chose, sans ce sacrifice nous ne sortirons jamais de la misère.

Souvent je lui avais raconté les aventures des jeunes qui quittaient le pays pour d'autres continents. En aventure. Plus d'une fois, j'ai vu des transactions se passer au port. Mais je n'avais jamais réfléchi à fuir une épreuve.

-- Où iras-tu avec un bâton à moitié cassé? demanda-t-elle, se rapportant à mon éducation non achevée. Je pense qu'il faut d'abord achever ton éducation scolaire. Tu ferais mieux de prendre des

cours du soir et de passer l'examen du baccalauréat.

Mais elle savait que c'était un conseil irréaliste. Comment pourrais-je suivre un cours du soir si je travaillais comme un chameau pendant dix heures pour un salaire de misère? Pourrais-je seulement suivre ce que les professeurs raconteraient? Je ne répondis pas. Ensuite ce fut le silence.

Nous parlâmes d'autres sujets. Ensuite nous allâmes au lit. Nous fîmes l'amour. C'était le seul moyen qui nous unissait encore et qui diminuait les tensions, le seul moment où nos corps écrivaient des poèmes, où nos douleurs journalières s'enlisaient dans nos mouvements. Souvent, quand je partais pour mes aventures en noctambule avec les autres bidonvillois, elle allait regarder la télé à l'autre bout du bidonville comme tous les voisins. La seule distraction.. Aujourd'hui nous jugeâmes bon de nous rejouir à nous-mêmes.

Le lendemain, la vie avait repris. Mais dans mon coeur se préparait d'autres combats. Je continuais à faire ma besogne, mais mon coeur mûrissait son plan. Je prenais contacts ici et là. Je me préparais en conséquence. C'est à la naissance de notre deuxième enfant que je ressentis la nécessité d'agir. Comme elle était fille, nous la nommâmes Maswata. Maintenant, je cherchais par tous les moyens à sortir du pays. Comment pourrais-je rester aux côtés de ma femme et de mes enfants et voir comment ils meurent? Comment pourrais-je mourir, avec eux, la mort bidonvilloise, sans toit, sans avenir, sans nourriture? Comment pourrais-je supporter cette lente mort, au petit feu, d'un bidonville qui ne fait que s'aggrandir dans les miasmes de ce qui mangent bien?

Mon coeur, plein d'amerturmes, mûrissait des plans. Dans le bidonville, il y a que la loi de la survie. J'oubliais volontiers les lois de l'éthique. D'abord, je volais un baccalauréat. Je refis mon acte de naissance selon les données sur le diplôme. Nanti du premier diplôme universitaire, je m'apprêtais maintenant à partir. Ensuite comme les bourses étaient distribuées à n'importe qui, le chef de service des liaisons au port monta au ministère de l'éducation nationale, discuta longtemps avec le directeur des bourses, lui promit plein de bonnes choses que j'allais envoyer et qui transiteraient par le port. Comme les directeurs dans les minsitères fabriquaient tout, il m'attribua une bourse pour l'Europe. Avec la complice du chef du personnel au service des ports, nous arrivâmes à fabriquer un billet d'avion. Je gardai tout cela comme un secret d'État. Deux jours avant mon départ, j'informais ma belle Julienne.

-- Je partirai bientôt. Je ne sais pas encore où je vais. Mais dès que je serai arrivé, je t'informerai.

Julienne me fixa de ses beaux yeux marrons. Elle était triste, mais elle acceptait ma décision. Notre vie commune n'avait pas été des plus heureux pour que je puisse dire qu'elle pleurait une perte. Mais chaque vie menait aussi avec elle ses ombres et ses lumières. C'est pourquoi elle pleurait mon départ. Elle pleurait plus pour moi que la solitude à la laquelle elle serait bientôt livrée. Elle pleurait moins la mort d'une mère de deux enfants dont le mari partait en quête d'avenir.

Le 25 août 1985, un vol aéroflot ayant fait le tour de la planète attérissait à Berlin-Schönefeld. J'étais arrivé en République Démocratique Allemande. J'étais étudiant. J'avais emporter tant de promesses de tous ceux qui m'avaient aidé. Mon coeur pesait. Ma tête bourdonnait de plans.

Mon aventure a réellement commencé avec mon arrivée en Allemagne. Tout ce que j'avais fait dans mon pays se révélait être un préparatif pour la nouvelle vie que j'allais bientôt commencer. D'abord en tant qu'étudiant, j'étais accueilli par le service qui s'occupait des étudiants étrangers. Avec d'autres camarades et jurés du socialisme, nous fûmes placés dans un haut bâtiment. Je partageais ma chambre avec un étudiant camerounais. Moi le vrai-faux boursier, je vivais avec un vrai boursier camerounais qui commença bientôt à rouler les grosses voitures.

Le petit soleil d'été réveillait en moi cette forte attente que j'avais de vouloir rapidement cueillir les billets de banque et d'aider Julienne. mais pour être efficace, il fallait d'abord se laisser enseigner par les vieux singes du système. Nous avions encore quelques semaines avant le début des cours. Je m'informais sur les modalités de jobber un peu, mais je remarquais qu'une sournoise opposition m'attendait à chaque question. Je n'avais ni bourse ni soutien matériel. Pour ne pas me remarquer négativement, j'étais très gentil avec les autres. Je leur rendais souvent visite, m'offrais pour tous les services et prenais mes repas avec eux.

En fin 86, j'avais arrêté les cours d'allemand. Je travaillais à gauche et à droite pour subvenir à mes besoins. Mais je ne vivais que de l'amabilité de mes camarades qui me sauvèrent la vie. Aussi en Europe, il y a des humanistes.

Seule la rencontre de Andriamifosa Emilie me rendit la vigueur et la vie. Emilie était une belle malgache. Ses cheveux noirs toujours longs comme la queue d'un cheval pendaient à son beau cou. Ses cheveux s'arrêtaient seulement juste au-dessus de ses belles fesses dodues qui repoussaient le jeans qui la serrait. Ses petites joues arrondissaient presque sa face. Ses yeux étaient des perles, son sourire un arc-en-ciel. Son corps se dissimulait dans des jeans bien mis. Sa brune beau était comme un lever de soleil dans une plaine africaine. Pour la première fois, je tombais véritablement amoureux. Je l'aimais de tout mon coeur. Je l'adorais. Le socialisme l'avait, comme la plupart des africains venus de Mozambique, d'Angola etc., importée pour une formation professionnelle. Car pour dominer, le socialisme exploite et fait croire à tous qu'elle donne et qu'on est tous égaux. Partie de la grande île depuis un an, Emilie, le tesson de soleil de mon âme, travaillait dans une usine à Leipzig. J'étais fou d'elle. Elle remarqua aussi que je l'adorais. Ayant terminé mes cours de langues et refusant de m'inscire à l'Université, tant les cours d'allemands avaient été un calvaire pour moi, je déménageais de Chemnitz pour Leipzig pour rejoindre Emilie. La police sécrète du Stasi qui devenait enragée devant de tels comportements nous contrôlait. La Stasi espionnait de plus en plus ses mouvements. Mais comme la firme avait besoin de sa force de travail, on nous laissa la liberté de savourer notre commune vie.

Je savourais l'amour d'Emilie. Notre première nuit fut une nuit de gala. Emilie savait faire l'amour. Elle me prenait aux côtes droites, me balançait à gauche et accueillait mon corps en position assise, jetant et rejetant ses longs cheveux sur mon corps meurtri par les travaux portuaires abidjanais. Quand son orgasme montait, elle me mordait le cou comme un cheval sa jument et d'un coup d'une félinité indescriptible, elle tournait en pirouette sur moi. Se collant à moi comme une sangsue, elle dormait couchée sur moi. Elle me caressait alors jusqu'à ce que je m'endormis. Je savourais ses câlineries. Elle m'avait fait prisonnier de ses tendresses. Pendant plus d'un mois, je ne sortais presque pas. Cette reclusion fut aussi ce qui me sauva de la main de la Stasi. Car enfermé, je ne pouvais causer tant de mal au socialisme sacré. Femme intelligente, Emilie finit par me faire embaucher dans l'usine où elle travaillait. J'étais enfin sauvé. Je pouvais aider. Je travaillais avec passion. Je m'y adonnais. Je refusais de croire que j'étais aussi exploité comme les autres. On avait l'impression que c'étaient des étrangers qui faisaient fonctionner l'usine: des Africains, des Européens de l'Est, des Asiatiques. Mais nous tous, nous nous appelions camarades. Pour faire triompher le socialisme. Je gagnais très peu. L'amour d'Emilie complétait le manque. Les jours commencèrent enfin à passer. Mon âme entravée revigorait.

Dans ses câlinités spéciales, quand ma jolie créature s'accolait à moi, Emilie m'annonca qu'elle attendait un enfant. Nous étions en hiver 87. J'eus un choc, mais je le cachais tant bien que mal. Maintenant, la responsabilité était revenue. Fuyant, j'emportais avec moi le mal. Mes déboires d'amour engendraient un monstre. La petite fille des rois malgaches ressentit le choc. En début d'été, elle donna naissance à un prématuré. Mais les techniques médicales sont tellement bien développées que le jeune Habyama Julien survit à toutes les difficultés. Je souffrais atrocement mais je le cachais au mieux. Je pleurais mon amertume dans les toilettes. Je maigrissais. Ensuite ce fut le tour du comble. En novembre de l'année suivante, Emilie m'annonca qu'elle attendait notre deuxième enfant. J'étais écrasé, tout au fond de l'abîme. Je ne savais plus à quel Dieu me fier. Je mourais. A petit feu. Mais je décidais de ne pas baisser les bras. Pendant ces temps, je pensais à Julienne. J'avais renoué avec elle à travers une connaissance camerounaise. Les Camerounais, boursiers, étaient des rois en Allemagne démocratique. Ils avaient de grandes maisons, de grosses voitures, des vestes qu'ils achetaient en Allemagne de l'ouest. Ils étaient dieux.

A mon arrivée, j'avais écrit à Julienne deux ou trois lettres. Et quand je découvrais la petite-fille des rois malgaches, dans sa sublime beauté qui me tourna la tête et qui me fit tout négliger, je l'oubliais. Pendant deux ans, elle n'avait pas reçu une seule lettre de moi. Maintenant dans mon désespoir, je renouai avec mon passé. Car l'homme est d'abord lié à ce qui l'a marqué dans son jeune âge. Je lui écrivais pour l'informer sur mon état. Naturellement, je lui disais des invérités. Je travaillais. C'était vrai. Mais que j'épargnais tout n'était pas très vrai. Pour me soulager et répondre de mes négligences, je me décidai de l'amener en Allemagne. J'avais vu un ou deux couples de Noirs qui s'évertuaient à vivoter à Chemnitz. Je me mis en tête que la seule manière de rétablir nos liens et de tuer toute équivoque était de l'amener en Allemagne. Ce fut une décision très grave. Emilie fut aussi informée. A elle je disais aussi des invérités pour la calmer. Je lui disais que ma cousine, Emilie, allait venir avec ses deux enfants. Entre temps, les Allemands étaient devenus fous. Ils manifestaient chaque lundi soir, sur la place publique à Leipzig. Des milliers d'Allemands commençaient à fuir en Hongrie. Dans ce cafouillis où personne ne contrôlait réellement l'appareil étatique, je fis venir Julienne aves ses deux enfants. A l'ambassade, on lui avait posé mille questions. Mais quel Africain bête ne sait pas tromper un Blanc surtout s'il s'agit de venir en Europe. Je lui avais donné de clairs consignes. Nous bâtimes bien notre château de mensonges et d'invérités. Même s'il fallait aller au maquis avec le consul, lui avais-je dit. Enfin, en brave femme, elle réussit à convaincre les diplomates allemands assis à la mangeoire à Abidjan.

Cependant, j'avais sermonné Julienne de se présenter comme ma cousine et d'interdire aux enfants de m'appeler papa. Elle arriva dans le froid printanier de mai 1990. Le mur de Berlin était tombé. Ma sécurité financière chancellait. L'usine dans laquelle je travaillais avait fermé ses portes. La beauté d'Emilie qui se refusait depuis à avoir des rapports sexuels avec moi disparaissait au jour le jour comme une fumée. Dans cette folie, je ne vivais que de l'espoir, celui de revoir Julienne et mes deux enfants.

Julienne était devenue vieille. Fidèle femme, elle n'avait pas pu se refuser aux rides qui lui rongeaient la face. Elle avait maigri. C'était une peau noire posée sur des jonctions d'os que je reconnus. En partant du pays, elle s'était donnée de la peine à se maquiller un peu, mais seules les traces des bleu-aux-yeux étaient restées sur sa face devenue laide avec le temps. Mes cinq années de fuite l'avaient marquée. Bien qu'elle se maquillait beaucoup pour me cacher les rides que la dureté de la vie laissait sur son corps, je remarquais que ses rondes fesses dodues d'autrefois étaient devenues des chairs flasques qui dansaient mal dans le pagne. Emilie avait fait le déplacement pour venir accueillir ma cousine à l'aéroport. Pour moi débutait une nouvelle vie, un nouveau labyrinthe. A trente ans, j'avais tout insinué pour une vraie intrigue. J'eus beaucoup de mal à me contenir devant mes enfants. Yannick avait grandi. Son ventre gondolé et ses pieds grêles témoignaient des marasmes qui maltraitaient sa croissance. Maswata, elle, avait cinq ans et était une joile fille que la vie bidonvilloise avait déjà bien marquée. Je les observais longuement. Presque interdit. J'espérais qu'ils oubliassent rapidement leur passé et commençassent une nouvelle vie.

Et la vie, elle, continuait avec les jours des folies allemandes. Chaque jour, il se passait quelque chose.

Avec la chute du mur de Berlin et la faillite catastrophique de l'Allemagne Démocratique et son adhésion à sa soeur fédérale en octobre 1990, le scénario de la violence s'installa dans la partie orientale. Nous vivions dans la peur de nos vies. Nous étions proies à un nationalisme non retrouvé et qui, lentement, se réveillait dans le coeur des Allemands. Ils vivaient ce qui leur avait été interdit par le socialisme, Subitement, ils découvraient qu'ils y avaient des étrangers dans leurs pays. Après quelques jours dans les deux chambres d'Emilie, nous eûmes la chance de trouver, dans la cité qui nous était attribuée, une autre chambre. Là, je mis Julienne et les deux enfants. Quelques seize mètres carrés avec les deux enfants. Ils avaient quitté le bidonville abidjanais pour un autre plus subtil, tarné de Leipzig. Ne comprenant pas la langue, ils évitaient tout et ne connaissaient que le chemin qui mène chez Emilie. Moi, j'étais devenu un oiseau. Je vivais à cheval entre la vie et la mort, la joie et la peur, l'aujourd'hui et le demain. Les premiers jours après l'arrivée de Julienne, les soupçons naquirent aussi. Mais en bon Africain, habitué à travailler loin de la famille, j'informais mes deux femmes que j'allais jobber à Berlin, l'ancienne nouvelle capitale puisque le Bundestag venait de décider que Berlin redeviendra la capitale de l'Allemagne réunifiée. Et avec cette décision, les grands projets de construction avaient aussi revu le jour. Je partis donc à Berlin. Pour chercher du travail. Comme le Mur était tombé, je prêtais attention à bien échouer dans la partie septentrionale de la ville.

Je passais la première nuit dans une Kneipe, puisque je ne connaissais personne dans la monstrueuse ville. Le lendemain, je flânais à la quête de quelques visages nègres. En Allemagne, il y a beaucoup de types de Noirs: des sérieux, des étudiants et des enseignants, quelques travailleurs qui méprisent les flâneurs et des milliers d'aventuriers. Et chaque type d'africain connaît son milieu. La Providence m'aida à trouver mes semblables. J'avais faim. Je n'avais pas mangé depuis deux jours. Nous échangeâmes quelques mots. Avant que le soleil ne se couchât, je me trouvais parmi des Africains qui me présentèrent à Annika. J'étais ravie d'elle. Maquillée jusqu'au dernier cheveu, Annika n'était pas des plus jeunes. Elle devait avoir dépassé la cinquantaine. Mais dans l'amour, l'âge n'est pas important. L'aimai-je? Dans la difficulté, on simule l'amour. Pour la première fois, je me laissai sucer les lèvres. L'acte en soi ne me répugnait pas. Mais à l'idée qu'une vieille femme qui pouvait être ma mère pendait à mes lèvres me perturbait l'esprit. Mais dans les problèmes, l'homme supporte les atrocités les plus répugnantes afin d'atteindre un but. Nous allâmes dans une autre Kneipe que nous quittâmes vers minuit. Il faisait froid. Nous prîmes le métro qui nous laissa à Neukölln, la ville des sens et des mondanités berlinoises. La vie nocturne de Berlin battait son plein. Partout des lumières. Des couples allaient et venaient. Bras dessus bras dessous, nous avancions lentement. Parfois Annika se tenait, me tirait vers elle, alors je passais mes mains à sa taille. Son corps sec vibrait. Ensuite, elle plongeait sa langue de nicotine dans ma bouche. Avec cet organe rongé par l'alcool et le tabac, elle me balayait le palais, touchait à mes dents. Je fermais les yeux pour ne pas voir les passants qui se moquaient de nous. Sûre d'elle et croyant que je savourais, Annika plongeais encore plus profondément sa langue dans ma bouche au point de vouloir toucher la luette. Plus d'une fois, je me retins de ne pas vomir.

Bientôt nous arrivâmes chez elle. Annika habitait au dernier étage d'un immeuble hideux. Une centaine d'appartements se tenaient là et donnaient aux lieux un aspect de morgue.

-- Veux-tu manger? me demanda-t-elle.

-- S'il y a quelque chose, je ne refuserai pas, répondis-je assez poliment.

Son appartement comportait deux chambres. La cuisine était incrustrée dans un coin du mur. Comme le toit oblique était bas, le lit se trouvait enfoncé dans une de ces pentes. Elle me servit du jambon et de grosses saucisses allemandes. Avec du pain noir. Elle avait aussi quelques bières en boîte. J'avalais goûlument le pain et elle buvait de la bière. Pendant que je mangeais, elle alla à la salle de bain se défaire de ses kilogrammes de maquillage. Quand elle en ressortit, je ne la reconnus plus. Elle avait enlevé la perruque. Elle n'avait presque plus de cheveux. Le make-up qu'elle avait utilisé avait rempli les trous formés par les rides. Maintenant, ils étaient là. Menaçants. Annika avait l'impession d'une grand-mère. J'eus honte d'être tombé dans les bras d'une diablesse. Mais, je me consolais, souhaitant qu'elle ait la gentillesse d'une grand-mère africaine. Quand elle jeta sa chemise, je ne me retins plus de baisser les yeux. Ses seins, miniscules ricochets de chair, étaient flasques. Ils n'étaient pas fibreux comme les femmes à cet âge. Mais ils ressemblaient à une chair atrophiée. Tout son corps était un champ de sillons et de rides, maltraité par les ans. Une masse de chair dansait au niveau du ventre. Elle marchait galamment comme pour me séduire. Cela ne dura pas longtemps, elle m'invita au lit. Sans fesses, ses jambes éreintées d'artères bleues donnaient sur une masse de chair applatie et dansante et qui devait former les fesses. J'eus grand-peur et fermai les yeux pour ne pas voir.

-- Viens donc! insista-t-elle puisque je ne réagissais toujours pas à ses grimaces.

Ayant plus peur qu'envie, je me levai, jetai ma chemise jeans et montai avec mon pantalon aux côtés d'elle. A peine étais-je dans le lit qu'elle, telle une sangsue, s'accola à moi. Passant le drap sur nous, elle enleva à la manière d'une appliquée mon pantalon et commença ses suceries. Je me laissai faire. Car résister aurait pu être mortel. Je me pliais à ses caprices.

Le lendemain, elle m'interdit de sortir. Elle alla faire les courses pour la journée. Pendant toute la journée, à l'exception de quelques pauses regénératives, je fus utilisé comme objet de satisfaction. Mais, j'avais un toit sur la tête. J'avais à manger. J'étais au chaud. Même si mon âme ne répondait pas aux atrocités qu'Annika me faisait, je la faisais taire. Pendant mes pérégrinations, j'avais appris à ne pas poser des questions ou du moins à ne pas répondre aux incessantes questions de mon âme. Étais-je donc le premier Noir dont les Allemandes découvraient la virilité? Moussa qui m'avait introduit à ce monde avait loué les qualités d'Annika par rapport à ce que lui avait à la maison comme femme. Un Noir en Europe c'est d'abord le sexe. Je l'avais trouvé. Je me donnais sans jouir et sans arrière pensée puisque mon organe génital usité me faisait mal.

Même les bonnes choses doivent finir. Une semaine après mon emprisonnement chez Annika et mon esclavage à ses caprices et jeux sexuels, je me libérais pour aller chercher un job. Comme Berlin était en reconstruction avant que le Bundestag ne déménage de Bonn pour la nouvelle capitale, je fus employé à un chantier. On nous payait comptant. Comme je faisais dix heures, sous les incessantes critiques d'Annika qui se plaignait que je la laissais seule, je recevais quelques cent cinquante Deutsche Marks à la fin de la journée, ce qui me permettait de vivre. Comme je satisfaisais bien Annika, je lui demandais aussi de me satisfaire, puisque je n'avais pas le permis de travail. Nous pensions donc à un mariage pour obtenir ce fameux permis de travail. Ayant eu son consentiment, je me sentis léger. Enfin, j'aurais ce bout de papier jaune qui me ferait entrer dans le cercle des hommes. Enfin la discrimination ne sera plus légale, car le bout de papier jaune fait accéder, à coté du sexe, aussi bien à la légalité qu'à l'égalité. La seule condition était que j'épouse une Allemande, que je légalise nos rapports sexuels. Et comme Annika était avide de la virilité nègre, je jouais le jeu pour pouvoir enfin travailler, dans la légalité. J'étais très proche de ce but. Annika avait dit oui.

Après deux semaines, je m'évadais en silence et me rendais à Leipzig auprès de mes épouses. Comme Julienne n'avais pas d'argent pour payer la chambre, elle avait emmenagé chez Emilie. Les deux chambres étaient pleines. Quand je revis les quatre enfants, je sus qu'ils souffraient atrocement. Ils avaient beaucoup maigri. Un sentiment de culpabilité couvrit mon âme quand ils s'approchèrent de moi. Nous ne parlâmes pas beaucoup. Je ressentis qu'un monde s'effondrait au dedans de la belle Andriamifosa. Elle attendait quelque chose. Maintenant que le socialisme avait échoué ou du moins la RDA engloutie par la RFA, elle était superflue. Sans job et sans avenir, sa beauté avait aussi disparu. Ses deux enfants grandissaient parce qu'il le fallait. Le lendemain, je lui remis un peu d'argent. Je demandai à Julienne de reprendre une chambre universitaire louée sous le nom d'un étudiant camerounais qui avait aussi trouvée sa Barbara. Docile, Julienne prit ses deux valises qui maigrissaient au jour le jour et repartit dans la cité universitaire.

Je passai la nuit chez Andriamifosa. Une de ces nuits maussades et laides pendant lesquelles deux hommes n'ont rien à se dire. Le lendemain, je l'informai que j'allais à Berlin. Je sortis et allai passer la nuit chez Julienne. Elle n'avait plus de joie en ma présence. Nous parlâmes juste parce que nous avions passé notre jeunesse ensemble. La nuit, elle se livra sans plaisir. J'essayai les nouvelles méthodes pour faire l'amour apprises chez Annika, mais Julienne ne réagissait pas. Ce moment d'intimité fut comme un morceau de pilon dans un mortier sec, produisant une musique qui défllorait les oreilles au lieu de les caresser. Je passais une très mauvaise nuit. Le lendemain, je repartis pour Berlin. Avec mon départ, je refusais de voir la réalité en face. Je fuyais devant l'irresponsabilité qui me suivait. Je repartis chez Annika qui me sermonna longuement et faillit me jeter à la porte. Je m'agenouillais plusieurs fois et promis de ne plus jamais la quitter. Mais déjà elle soupçonnait quelque chose. Subitement, elle repoussa nos plans de mariage. Je me remis à chercher des jobs. Naturellement, je cherchais dans des lieux inofficiels. Je m'associais aux Polonais qui avaient l'avantage de leur peau. Nous rendions visite aux chefs de chantier. Le hasard et la gentillesse de quelques uns nous aidaient parfois à trouver quelque chose, l'argent pour la fin de la semaine. Dans ce rythme de misère, les semaines commencèrent à passer. L'hiver arriva. Je visitai de temps en temps Julienne, pour leur remettre un peu d'argent. Avec l'arrivée du capitalisme allemand dans l'est du pays, elles travaillaient pour de vieilles femmes allemandes. Un revenu de misère. Elles vivotaient.

Un jour que je visitais mes deux épouses, je fus pris flagrant délit. Ce que j'avais si longtemps caché venait d'éclater. Andriamifosa entra dans la chambre de Dattion au moment où je me levai pour m'habiller. Elle eut un choc. Je vis comment elle sortit rapidement mettant les deux mains devant la face. Pour ne pas voir. Je m'habillais rapidement et sortis. La descendante des rois malgaches était partie avec ses deux enfants. Alors je me dépêchais de partir pour Berlin. J'allais vite. Je fuyais.

J'avais peur. J'avais trahi un pacte. Les deux femmes, dans leur misère européenne, se trouvaient maintenant devant la plus grande contradiction de leur âme. Les invérités les avaient aidé à supporter mes absences et mes caprices. Maintenant, j'étais nu.

Quand je revins deux mois plus tard, espérant que le temps aurait couvert les plaies, je fus accueilli devant le bâtiment. Les deux femmes étaient armées de couteau. Je reconnus le danger. Mais, je voulus les faire raisonner. Déterminées, elles ne voulurent point de mes argumentations. Avançant vers elles, je reconnus aussitôt la détermination et la rage dans leurs regards. Je me retournai et pris la fuite. Les deux femmes me poursuivaient. Je courais aussi vite que je pouvais. Nous présentions un vrai théâtre pour les passants. J'entrai dans le tramway et priai le conducteur de démarrer. Comme le feu était rouge, il ne partit pas, mais bloqua les portes. Les deux folles étaient arrivées

à

l'arrêt et se tenaient devant la portière que le conducteur, pour me sauver la vie, tenait fermée. Andriamifosa était enragée. Ses petits yeux roulaient de vengeance. Son couteau pointait vers moi. Les passagers les observaient avec amusement et dédain. Quelques uns murmurèrent des paroles inaudibles. Je m'étais blotti dans un coin feignant de ne rien voir. Julienne me fixait avec ses yeux éplorés et vides. Emilie allait et venait le long du véhicule de traction. L'attente me parut une éternité, les passagers s'amusaient à cette barbarie de négresses. Enfin le feu de signalisation devint vert et nous partîmes.

Je devais être tellement agité quand j'arrivais à Neukölln qu'Annika me demanda ce que j'avais mangé. Sous le choc, je ne pouvais répondre. Je bégayais. Tout mon corps vibrait. Comme toujours, après une petite absence, Annika me tira au lit avant toutes les explications. Mais la peur avait chassé mes testicules dans les reins et mon phallus ratatiné se refusa à tout mouvement. Fatigué de le sucer et de me caresser, Annika me jeta du lit, se rhabilla rapidement et sortit. Elle ne revint plus. Je ne dormis pas de la nuit. Le lendemain, je partis demander à une connaissance d'aller faire la paix chez moi, chez mes deux épouses. Moussa alla, mais les deux femmes étaient décidées à me couper le cou. Il revint sans résultat. Je cherchais des médiateurs à gauche et à droite.

Avant que mes démarches ne portent du fruit, tout dégringola. Annika apprit bientôt que mon pénis, qu'elle avait fait sien depuis quelques trois quarts d'années maintenant, était aussi partagé par des négresses. Sans pitié, elle me jeta à la porte, car la femme noire est toujours la concurrente à la femme blanche mariée à un nègre. Pour ces femmes blanches, la femme noire est la rivale la plus dangereuse, ne fut-ce que la cousine ou la propre mère du mari.

Maintenant j'étais dans la rue, un sans domicile fixe. Je dormais chez Babaye, un malien exilé qui vendait de la drogue et qui devait changer très souvent de domicile. Lui aussi était un sans domicile fixe. Je faisais mon entrée dans le monde des échoués noirs d'Europe. Ce monde, aux lois dédaléennes, est un monde de misère et de contradictions. Je découvrais des hommes effeminés, ayant le papier jaune, mais chassés de leurs femmes qui, un temps, les avaient emprisonnés. Fatigués ces hommes erraient çà et là en quête des jobs que personne ne leur donnait. J'entrais dans un monde de misère. Chacun des hommes que je rencontrais portait son histoire, sa peine, son passé. D'aucuns osaient rêver d'un futur, d'un autre début. Certains s'étaient trouvé d'autres amies. Et il n'en manquait jamais.

Je réfléchissais maintenant à ma vie. A la fin de la trentaine, j'étais mort sans jamais avoir vécu. Mes quatres enfants vivaient quelque part. Mes trois femmes continuaient leur combat. J'avais joué avec la vie. Maintenant, elle jouait avec moi. J'avais joué avec la vie avant de l'avoir possédée, maintenant elle me malmenait.

Comme chaque échoué de l'Europe a une raison pour se justifier, j'attribuais ma misère à la chute du Mur de Berlin qui était venue détruire tous mes plans. Maintenant, je vivotais dans les brousses de Berlin. A Daoukro on nous qualifiait de riches, roulant dans des larges Mercedes, pendant que je mourrais dans le froid de Berlin. J'avais joué avec mon pénis et la vie m'avait appris qu'il fallait dompter son pénis, ce petit organe qui a changé la face du monde.

Nos plaines et nos chers villages regorgent d'histoires et de nouvelles. Écrivons pour nous et décrivons-nous nous mêmes.

C'est la vocation de Ka'arang

Créer maintenant des relations dans nos villages pour qu'ils nous mènent au troisième millénaire
une culture qui sauvera de l'oubli!

Ka'arang!

Ka'arang!

Ka'arang,

ce sont
des débats houleux
le répertoire Tpuri
la culture palpable
le réalisme culturel
des techniques ressucitées
des recherches minutieuses

c´est pourquoi Ka'arang!

Ka'arang!

Ka'arang!

Ka'arang!

Ka'arang!

Discutons de nos problèmes et de l'avenir de nos villages!

Ka'arang,

des débats houleux, la culture palpable, le réalisme culturel.
Avant que l'histoire ne nous fasse, faisons-la!
C´est pourquoi
Ka'arang!

"L'esprit souffle
où
il veut.

Au réveil
de l'esprit
disparaît
l'ignorance nocturne
de l'Homme!"
Kolyang Dina Taïwé: Les amours oubliées

Réfléchissons ensemble pour préparer nos sociétés pour le troisième millénium. Envoyez nous des articles à l'une des adresses suivantes:

Ka'arang
c/o Kolyang,
Käthe-Popall-Str. 4,
28201 Bremen,
Allemagne

Deyang Joseph
c/o SAARE
Poste Restante
Bureau de Poste de Guider
Nord Cameroun